



suicider. Vous imaginez son inquiétude ! Pour cette raison, elle met actuellement sur pied une association, qui permettra aux familles de se retrouver, de parler de ce sujet et d'agir ensemble.

### **Mais les armées disent qu'elles n'abandonnent pas leurs soldats. Et qu'elles s'occupent de tous, y compris de ceux souffrant de troubles psychiques.**

Ce qui est fait pour accompagner les soldats qui reviennent, ce n'est pas assez. Ils ont besoin d'une prise en charge médicale, mais aussi qu'on leur montre que les Français comprennent le sens de leur engagement et la difficile période qu'ils ont traversée. Ils sont trop nombreux à penser qu'ils ne sont pas compris. Cette guerre qui ne dit pas son nom n'est pas acceptée par les Français. Plus de 60 % y sont défavorables. Si c'est une chose de s'interroger sur la légitimité de cet engagement, cela en est une autre de ne pas encourager nos soldats qui y sont allés au nom de la France.

### **Pourquoi votre préoccupation s'exprime-t-elle aujourd'hui ?**

Parce que les pertes s'accroissent. Relativement au nombre de soldats sur le terrain, c'est la France qui en connaît le plus. C'est d'ailleurs un autre chiffre dont je demande la communication : combien de militaires ont été engagés en Afghanistan depuis dix ans ? Si un quart de ces hommes sont en souffrance psychique, c'est vraiment un sujet qui mérite d'être étudié de manière assez sérieuse.

### **La relative indifférence de l'opinion publique, mais aussi des politiques, sur l'engagement en Afghanistan, n'est-elle pas liée au fait que les soldats français qui y sont déployés sont des professionnels, volontaires pour cette mission ?**

Peut-être. Mais si des gens se trouvent en souffrance, quelle que soit la profession, on a l'obligation de les accompagner et de mettre à leur disposition et à celle de leurs familles des moyens d'accompagnement et de soutien comme pour toute autre personne. Si un quart des députés se trouvaient dans cette situation, je demanderais un soutien pour eux ! Si les militaires étaient engagés sur un théâtre d'opérations que le public connaissait mieux, peut-être leur action serait-elle mieux acceptée et davantage valorisée. En Afghanistan, ils risquent leur vie. Je parlais l'autre jour avec un militaire qui me disait qu'il avait travaillé à dégager une route en Afghanistan. Or, il regrettait que, quand il en parlait autour de lui, personne ne comprenait l'importance de cette mission. De fait, quand ils rentrent, leur action n'est pas valorisée. C'est notre responsabilité d'insister sur leur rôle, de dire à ces soldats que leur engagement et leur courage sont appréciés, estimés et respectés.

### **Toujours en faveur des soldats déployés en Afghanistan, vous regrettez que le bénéfice de la campagne "double"\*, pourtant annoncé par le gouvernement, ne soit pas entré en vigueur...**

Durant cette guerre, François Fillon a promis que le temps d'engagement en Afghanistan serait bonifié pour la pension des militaires concernés. À savoir qu'il ne s'agira pas d'une campagne "simple", comme pour les opérations extérieures classiques, mais bien d'une campagne "double." Je demande au Premier ministre de nous dire que cette décision entrera en effet, selon quelles modalités et si elle sera rétroactive.

\* Le bénéfice de la campagne double permet l'obtention de deux ans de bonification par année sur le terrain. Un séjour d'un an correspond à trois ans de service.

# Édouard Guillaud à l'École de guerre : "L'Europe désarme dans un monde qui réarme !"

Le Point.fr - Publié le 13/09/2011 à 18:30 - Modifié le 13/09/2011 à 22:12

Le chef d'état-major des armées analyse les évolutions du monde, regrette les baisses des budgets et invite ses subordonnés à ne pas "se complaire dans la morosité".



## Allocution du CEMA : ouverture de la 19ème promotion de l'École de Guerre, le 12 septembre 2011

Mise à jour : 14/09/2011 10:33

Messieurs les officiers généraux  
Mesdames et messieurs les officiers  
Mesdames, messieurs

**En préambule** , je souhaite la bienvenue aux 95 stagiaires étrangers de 66 nationalités qui sont venus **enrichir** nos rangs pour suivre l'enseignement de notre **Ecole de Guerre**.

Le **caractère multinational** de votre formation est une grande richesse. Toutes les opérations que nous conduisons aujourd'hui sont multinationales : elles réclament coopération, interopérabilité, connaissance et compréhension mutuelles. C'est la condition de leur succès !

Ceux d'entre vous qui rentrent de nos opérations qu'elles soient en Libye, en Afghanistan, au Liban, dans l'océan Indien avec ATALANTA, le savent bien.

Les **liens personnels** que vous saurez tisser entre vous aujourd'hui, pourront demain faciliter nos travaux communs, nos opérations communes, en interarmées et en coalition. Ne vous y trompez pas, c'est le **facteur humain** qui est le facteur essentiel de toute décision dans les affaires du monde, notamment en temps de crise!

\* \*

Pour vous, cette année est **avant tout** une année « **d'école** » c'est à dire **une année**

**d'apprentissage et de formation** : une année qui doit vous permettre d'acquérir les connaissances et les compétences indispensables à vos responsabilités futures.

**Mais, c'est aussi une année de réflexion** : une année d'ouverture, une année d'échange et de remise en perspective pour appréhender toute la complexité d'un monde dans lequel nos armées tiennent un rôle déterminant pour la défense et la sécurité de nos concitoyens.

**Enfin, c'est une année de préparation** : c'est la préparation à votre deuxième partie de carrière, celle de **l'interarmées**, du multinational, de la conception et de la planification, des responsabilités, du commandement.

Sachez donc **profiter de ce temps d'école** pour **travailler** intelligemment, pour vous **cultiver** et **apprendre** la deuxième facette de votre métier ; c'est d'abord pour cela que vous êtes ici !

Je viens de vous parler « **d'école** », je souhaite maintenant vous dire quelques mots sur « **la guerre** » avant d'aborder les grands enjeux de notre défense aujourd'hui.

**Ecole de guerre** ? De quelle guerre parle-t-on ? De quoi s'agit-il ?

Rassurez-vous, je ne vais vous dispenser un cours de polémologie.

Je veux attirer votre attention sur l'essence de notre métier et l'objet de notre vocation d'officier : la guerre !

Je ferai **trois rappels** .

**1er rappel : la guerre est un affrontement des volontés** ; pour être plus précis, je citerai Clausewitz : « **la guerre est un acte de violence dont l'objet est de contraindre l'adversaire à se plier à notre volonté** ».

**Cette volonté est politique** : le politique donne un sens à la guerre. C'est le postulat de départ de votre vocation. Ne l'oubliez pas !

**La volonté est ensuite collective.**

C'est ce que l'on appelle aussi **le patriotisme et l'esprit de défense**, qui passe par la capacité d'une Nation à se rassembler autour de son Armée pour se défendre.

C'est aussi l'acceptation par la société du coût qu'elle veut consentir à sa propre Défense.

C'est enfin **la capacité de résilience** d'un pays qui se donne les moyens de préparer l'impensable et d'affronter l'adversité.

**La volonté, c'est aussi la détermination du soldat à honorer** le contrat moral qu'il a passé avec la Nation : la défendre au péril de sa vie avec **ce pouvoir exorbitant** de donner la mort pour accomplir la mission confiée.

C'est une responsabilité lourde.

**La volonté est enfin celle** que le chef militaire doit incarner.

Cette volonté se traduit par les **forces morales**, celles que vous devez **cultiver, rayonner, et transmettre.**

Ces forces morales sont le courage, le sens du bien commun, la loyauté, la ténacité, l'esprit de sacrifice et la discipline. Pas une discipline formelle et sclérosante, mais une discipline librement consentie et ordonnée au bien commun.

**2ème rappel : la guerre est polymorphe et multidimensionnelle** : l'expérience de ces 20 dernières années est suffisamment explicite !

Elle est **polymorphe** parce qu'elle relève à la fois de la « raison » et de la « passion », du rationnel et de l'irrationnel, de l'hostilité émotionnelle ou de l'intention hostile pour citer une dernière fois Clausewitz, de la symétrie ou de l'asymétrie !

Elle est **multidimensionnelle** parce qu'elle s'exerce sur les **quatre champs d'affrontements** que nous connaissons aujourd'hui et sur lesquels il convient de ne pas faire d'impasse : l'aéroterrestre, l'aéromaritime, le cybernétique, et le spatial ! Ces champs d'affrontement se combinent naturellement ! Tenez en compte dans vos réflexions !

**3ème rappel : l'art de la guerre est dans le contournement de la puissance.**

C'est cet art intemporel que Sun Tsu a parfaitement théorisé.

C'est cette « aptitude à se mouvoir intelligemment pour créer des situations favorables » si je reprends les mots de l'amiral Castex !

C'est la capacité du stratège à **s'adapter** aux circonstances et aux contingences toujours mouvantes !

C'est la volonté à l'épreuve de l'intelligence et l'intelligence au service de l'action, **pour gagner** ! Chaque guerre est unique ; c'est ce qui la rend imprévisible dans son déclenchement bien sûr mais aussi dans ses modes opératoires!

Il s'agit donc plus pour vous d'apprendre à **gagner la guerre** que de l'organiser ou de la faire ; il s'agit d'apprendre à **gagner** les combats dans lesquels vous serez engagés - et pas seulement sur le terrain.

Nous avons montré récemment que nous savions gagner : en RCI, en Libye et même en Afghanistan où les succès tactiques sont malheureusement plus complexes à convertir en victoire politique et où le prix du sang est réel.

Gagner suppose que nous bannissons l'immobilisme et que nous sachions nous inscrire dans un **équilibre dynamique** au rythme d'un monde accéléré.

Cela suppose que vous sachiez **sortir de vos « canaux historiques »** et que vous **vous adaptiez**, en permanence !

**S'adapter**, c'est connaître ; connaître et comprendre, comprendre et agir, agir et gagner !

Voilà ce à quoi vous prépare **l'école de guerre** : apprendre à vous adapter pour contourner la puissance de l'adversaire et le vaincre. Mais cela suppose aussi que vous respectiez les fondamentaux, dans le détail comme dans le général. Cela vous renvoie cette fois, à la première facette de votre métier.

Pour contourner la puissance il faut savoir **analyser ses lignes de forces et ses vulnérabilités**.

\* \*

\*

C'est le deuxième point que je souhaitais aborder avec vous ce matin : la nouvelle physionomie de ces lignes de forces.

Nous vivons dans un monde compliqué.

- Un monde qui n'a plus une ou deux références, comme au temps de la guerre froide, mais plusieurs.

- Un monde où **la mondialisation** a modifié le paradigme des frontières géographiques et de la souveraineté.

- Un monde sans ennemi clairement identifié mais un monde aux multiples menaces qui peuvent se diluer ou se combiner à l'infini (terrorisme, prolifération, cyber-attaques, états faillis...)

- Un monde où les défis écologiques, énergétiques, économiques et démographiques, un monde où les enjeux alimentaires et sanitaires, mais aussi, systémiques, sociaux et culturels sont porteurs de crises et de guerres.

- Un monde d'images et de compassion où **l'information immédiate et mondialisée**, peut agir comme un véritable levier politique ou au contraire comme un contre-pouvoir politique !

Observons les révolutions arabes !

- Un monde **technologique et systémique plus complexe** donc plus vulnérable parce que plus facile à paralyser : la technologie est certes un multiplicateur d'efficacité mais elle est aussi un multiplicateur de fragilités et donc de vulnérabilités! L'exemple du Japon doit nous faire réfléchir. Nous vivons dans un monde de puissances relatives où les **rapports de forces** sont eux aussi devenus relatifs, tout comme les **vulnérabilités**.

La force des uns peut être la faiblesse des autres !

### **Quelques exemples :**

C'est d'abord le **rapport au temps** ; la volonté politique se trouve confrontée aux opinions publiques impatientes et versatiles.

C'est aussi le **rapport à la technologie**, avec une confiance aveugle dans ses capacités au risque d'en oublier la place centrale de l'Homme.

C'est encore le **rapport aux valeurs**, aux cultures et aux philosophies...

Le monde se réorganise depuis la fin de la guerre froide...il remet en cause des principes qui lui avait valu une relative stabilité.

Nous assistons à un triple phénomène :

1er phénomène : la remise en cause de la légitimité des puissances occidentales à organiser le monde et à imposer leur modèle.

Cela passe par une contestation des valeurs qui ont construit un modèle qui était perçu comme universel.

Les guerres d'Irak et d'Afghanistan ont par exemple révélé les limites de la puissance militaire. La difficulté récurrente et persistante à convertir des succès militaires tactiques en victoire stratégique et politique en est l'illustration.

La puissance militaire reste nécessaire, mais elle n'est pas suffisante pour apporter des réponses aux crises complexes que nous connaissons.

Le modèle de développement économique associé au capitalisme financier révèle aussi ses faiblesses. La crise de 2008 et ses répliques persistantes nous le démontrent au quotidien.

2ème phénomène : l'affirmation de modèles alternatifs de puissance.

Les BRICS, ceux que l'on appelle désormais les « émergents » ne forment pas un groupe homogène, mais revendiquent, chacun à leur manière un statut et une influence dans le concert des nations.

Ils ont compris que l'affirmation de leur puissance, même régionale exigeait un appareil militaire complet.

Ces puissances pourraient asseoir rapidement leur autorité sur leur propre zone d'intérêt, notamment dans un contexte d'accès aux ressources naturelles de plus en plus concurrentiel.

3ème phénomène : une instabilité chronique et sans doute durable qui se cristallise autour d'un arc de crise identifié dès LBDSN de 2008.

Ce sont les quatre sous ensembles critiques que vous connaissez : la zone saharo-sahélienne et la corne de l'Afrique, le Proche Orient et la Méditerranée orientale, le golfe arabo persique et la péninsule arabique, l'Afghanistan et le sous continent indien.

La révision du LBDSN qui vient de débiter sous l'égide du SGDSN, nous donnera l'occasion de repréciser cet arc de crise au regard des événements que nous avons connus dernièrement, notamment, les révolutions arabes. Il est probable que l'arc de crise révisé s'étende plus à l'Est et plus au Sud.

Avec ces révolutions, les rives sud et est de la Méditerranée sont entrées dans une période d'instabilité et de recomposition avec des risques de crispations identitaires, politiques, économiques et sécuritaires que nous devons impérativement prendre en compte.

La redistribution des cartes au niveau mondial et régional est en cours. Notre capacité d'influence en sera nécessairement modifiée, ne serait-ce que par notre poids économique relatif associé à un poids démographique plus faible dans un monde de près de 7 Mds d'individus.

\* \*

\*

Dans ce contexte, notre outil de défense s'adapte.

Cette adaptation se traduit aujourd'hui par ce que nous avons appelé la « transformation ». Je vous en rappelle rapidement les principaux traits :

- En 2005, la gouvernance du ministère de la défense a profondément évolué.

Cette réforme visait à placer l'opérationnel au centre des priorités du ministère, à renforcer la place des armées et à faciliter l'exercice des responsabilités du CEMA. C'est le décret de 2005, complété par le décret de 2009.

- En 2008, le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale a fixé les grandes orientations de la politique de défense et de sécurité de la France à l'horizon 2020.

- En parallèle, le président de la République a lancé la révision générale des politiques publiques (RGPP).

Ces deux exercices sont structurants pour notre ministère et pour les armées.

Pour fixer les esprits, quelques chiffres:

- L'effort financier à consentir par la Nation pour son outil de défense a été fixé à 377Md€ sur la période 2009-2020.

- Les grands équilibres reposaient sur la réduction programmée de 54 000 hommes avant 2014.

- 80 dossiers de réforme ont été initiés pour permettre la restructuration de l'outil de défense à travers la redéfinition du format de nos implantations et du soutien.

Aujourd'hui, nous savons qu'il ne sera pas possible de tenir la trajectoire financière prévue en

2008 : la crise financière débutée en septembre 2008 et ses répliques européennes (crise grecque, crise de l'Euro...) dont nous voyons les manifestations quotidiennes, pèsent sur les dettes souveraines des Etats et donc sur nos budgets.

Cette situation vaut naturellement pour tous les pays européens.

Nous avons fait ce constat paradoxal d'une Europe qui désarme dans un monde qui réarme.

Depuis 2001, la part des dépenses militaires de l'Europe est passée de 29% des dépenses mondiales à 20% !

N'est-ce pas le signe aussi d'un désarmement moral?

Néanmoins, dans ce contexte de pression budgétaire inédite et de transformation sans précédent, nous avons conduit simultanément plusieurs opérations, dont de véritables opérations de guerre, elles aussi inédites.

Afghanistan, Lybie, RCI, Atalanta dans l'Océan Indien mais aussi notre présence au Liban, au Kosovo ou nos engagements ponctuels de plus en plus nombreux sur le territoire national... illustrent cette pression opérationnelle et notre capacité à y répondre !

C'est aussi dans ce même contexte que nous avons réintégré pleinement les structures de l'OTAN, que nous avons commencé à mettre en œuvre le traité de Lancaster House avec nos amis britanniques et que nous avons conduit toutes nos restructurations, notamment la mise en place de toutes les BDD au 1er janvier 2011.

Quelques chiffres sont assez éloquentes :

Depuis 2009, 53 organismes majeurs ont été dissous, 25 organismes majeurs ont été transférés, les armées ont déjà perdu 25000 postes (sur les 48 000 prévus) 60 000 personnes ont été mutées et 41 600 ont été recrutées !

Dans le même temps, nous avons créés 60 BdD, 5 EMSD, la DSAE, 2 commandements (CIE et CIH), 5 directions de soutien, l'inspection des armées et 1 direction de l'enseignement supérieur ! Je ne crois pas que beaucoup d'institutions en France aient réussi un pareil tour de force en termes de restructuration tout en engageant en permanence et en moyenne 12 000 hommes sur 6 théâtres différents, voire 9 (TN) !

Malgré tout, la situation est difficile, il ne faut pas le cacher.

Mais on peut toujours désespérer de tout, regretter l'âge d'or, pleurer sur les malheurs du temps, et craindre les catastrophes de demain... on peut toujours abdiquer son avenir sans jamais n'avoir rien entrepris !

Je récuse ce discours qui allie défaitisme et misérabilisme : il n'est pas la traduction des vrais succès que nous remportons sur le terrain et il est une insulte à nos frères d'armes qui se battent et qui payent le prix du sang leur engagement au service de la France.

Nous n'avons pas le droit de nous complaire dans cette morosité.

La guerre est notre métier. L'imprévu fait partie de notre métier !

Cela ne se passe jamais comme on l'a planifié ni forcément avec les moyens dont on aurait souhaité disposer.

Cela ne doit pas nous empêcher de retrousser nos manches, de travailler et de nous battre pour gagner.

C'est bien cet état d'esprit qui doit vous animer; c'est cet état d'esprit que nous devons, que vous devrez demain continuer d'insuffler à nos armées.

En revanche, nous nous devons aussi la vérité.

Les succès d'aujourd'hui sont le résultat de choix capacitaires décidés hier.

La Défense d'un pays se construit dans le temps long.

Les décisions que nous prenons aujourd'hui engagent notre avenir.

Les décisions que prennent ou ne prennent pas les pays européens aujourd'hui engagent l'avenir de l'Europe.

Quelle place une Europe de 500 millions d'habitants sans puissance militaire crédible pourrait-elle prendre dans un monde crisogène et multipolaire ?

Dans le monde de demain, la question sera moins celle de l'Europe de la Défense, de l'UE ou de l'OTAN que celle de la Défense de l'Europe.

Les Etats-Unis se tournent d'avantage vers le Pacifique ; le positionnement américain au cours de



la crise libyenne doit attirer notre attention ; leur volonté de ne pas se placer systématiquement au premier plan est une première. Elle montre aussi l'intention américaine de laisser les Européens prendre leurs responsabilités dans leur zone d'influence régionale. L'Europe doit se poser la question de sa défense au risque de n'être ni une « Europe puissance », ni une « Europe influence » mais une Europe sans défense et sous influence ! Ces questions seront celles de 2012.

\* \*

\*

L'année que vous allez vivre à l'école de guerre sera une année passionnante.

L'année 2012 sera une année charnière:

- C'est une année électorale, en France certes, mais aussi aux Etats-Unis, en Russie et en Chine. L'issue de ces élections aura des conséquences sur les scènes nationales et internationales dans ce contexte de crise financière dont nous ne mesurons toujours pas tous les effets !

- 2012, c'est aussi l'année de révision de notre LBDSN :

Cette révision planifiée s'impose à l'aune des évolutions et des événements survenus depuis 2008 : traité de Lisbonne, nouveau concept stratégique de l'OTAN, prise en compte de la DAMB, traité franco-britannique, affirmation de la posture Russe, ascension de la Chine vers un statut de puissance globale, consolidation des puissances régionales (Inde et Brésil) avec en toile de fond la crise financière, la gestion de la crise afghane, la prolifération balistique et nucléaire, les révolutions arabes... la liste est longue ; le temps stratégique semble s'être accéléré ces quatre dernières années !

Vous aurez l'occasion de réfléchir à ces questions au cours de votre scolarité.

- C'est encore l'année de préparation de notre future loi de programmation : la LPM 2013-2018.

L'EMA travaille sur ces sujets.

Les armées doivent être des forces de propositions.

Notre outil de défense doit être déterminé par le niveau de notre ambition politique sur la scène internationale et les menaces auxquelles nous pourrions faire face demain et après-demain. Nous ne devons pas raisonner avec des logiques purement comptables.

C'est la raison pour laquelle il est important que la Défense soit un sujet de la campagne électorale à venir. Un sujet, pas un enjeu !

C'est aussi pour cette raison que nous devons être des acteurs du débat stratégique.

C'est enfin pour cette raison que nous devons savoir communiquer sur ce que nous faisons pour nos concitoyens et sur qui nous sommes.

Les articles ou autres productions que vous ne manquerez pas d'écrire cette année – vos anciens ont publié 101 articles dont 23 dans la presse nationale - doivent contribuer à ce rayonnement indispensable des armées au sein d'une société civile qui oublie que "la défense est la première raison d'être de l'Etat. Il n'y peut manquer sans se détruire lui-même". Le général de Gaulle savait de quoi il parlait !

Puisque j'évoque le général de Gaulle, je vous encourage à vous remettre en question pour ne pas vous installer dans le confort des habitudes, à vous extraire de vos schémas et de vos référentiels pour sortir des sentiers battus, oser avoir de l'audace, oser prendre des risques calculés et gagner.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de créativité et de souplesse.

Nous avons besoin d'apprendre à travailler avec des équipes multidisciplinaires.

Nous avons besoin de donner une priorité à l'adaptabilité de nos capacités, à la flexibilité de nos structures, à l'agilité de nos systèmes, pour répondre à temps aux crises, aux guerres qui nous attendent.

C'est l'un des défis de notre défense !

C'est la réponse à l'accélération, à la complexité et à l'imprévisibilité du monde.

C'est la condition pour gérer le chaos et gagner la guerre !

Je compte sur vous pour vous y préparer.

Je vous remercie.



# Comment les démocraties fabriquent leurs ennemis

Le Point.fr - Publié le 13/09/2011 à 13:07 - Modifié le 13/09/2011 à 15:26

Dans un livre fouillé et iconoclaste, Pierre Conesa explique pourquoi les ennemis sont si utiles pour "souder une nation, asseoir sa puissance, occuper son secteur militaro-industriel".

Pierre Conesa, ancien de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense et de la CEIS (Compagnie européenne d'intelligence stratégique), est un penseur original sur les affaires militaires. Ce professeur à Sciences-Po revient dans son dernier ouvrage (1) sur ce qu'il appelle la "fabrication de l'ennemi", c'est-à-dire la manière dont les États se représentent la figure fort utile, pour la politique intérieure, de l'adversaire combattu les armes à la main. Dans sa préface, le sociologue Michel Wieviorka trouve que Pierre Conesa "y va parfois un peu fort". Raison de plus pour voir avec lui de quoi il retourne. Interview.

**Le Point : Dans votre dernier ouvrage, vous dressez une galerie d'ennemis "fabriqués" : le "péril jaune", la "perfide Albion", le "complot judéo-maçonnique des ploutocrates", ou "l'axe du Mal" de George W. Bush. Placez-vous Muammar Kadhafi parmi eux ?**

**Pierre Conesa :** Mon raisonnement s'applique plus à la "guerre globale contre le terrorisme et la prolifération" qui est l'exemple même de guerre inventée par les stratèges du Pentagone. Kadhafi présente l'avantage de réunir toutes les caractéristiques d'un bon ennemi : régime dictatorial et policier, personnalité psychotique, soutien au terrorisme, orateur délirant... et évidemment perturbateur régional. Cela dit, quand on voit la rapidité avec laquelle Kadhafi a rétrogradé du statut de chef d'État ami à dictateur sanguinaire, on a le droit de se dire que ce n'est pas l'homme qui a changé, mais le regard porté sur lui. On peut faire la même analyse sur Saddam Hussein, ou sur d'autres dictateurs bien tolérés, puis soudainement damnés. Aujourd'hui, le cas iranien est le plus intéressant : ce pays est moins islamiste que l'Arabie saoudite ou le Pakistan, fait moins de prosélytisme, a fourni moins de terroristes que ces deux charmants pays, s'adonne moins à la prolifération nucléaire qu'Israël ou le Pakistan, n'a pas caché Ben Laden comme le Pakistan... mais c'est Téhéran l'ennemi !

**Vous écrivez que "la violence contre l'ennemi reconstitue l'unité du groupe et/ou l'unité nationale". Appliqueriez-vous cette formule aux conflits dans lesquels la France est engagée ou l'a été récemment (Afghanistan, Côte d'Ivoire, piraterie) ?**

J'ai voulu mener une réflexion générale sur les mécanismes de la réflexion stratégique. À la différence des dictatures, dans les démocraties, quand on veut faire une guerre, elle doit être "démocratique", c'est-à-dire qu'il faut avoir convaincu l'opinion. La rapidité avec laquelle l'Otan s'est engagée en Afghanistan pour lutter contre le terrorisme, mal qu'il faut combattre par la police, les services de renseignements et la coopération internationale, démontre qu'il était plus médiatique et populiste de déclencher une guerre publique contre des ennemis aussi "parfaits" que l'étaient les talibans qu'une guerre secrète.

Pour le cas de la France en Afrique, je ne vous apprendrai rien en vous disant que l'opération Licorne destinée à mettre au pouvoir le vainqueur des élections ne doit pas faire oublier les multiples interventions militaires passées avec chaque fois un argumentaire "stratégique" totalement artificiel. Par exemple, Paris, depuis près de 50 ans, ne cesse de résoudre la crise du

Tchad (présenté comme un "verrou stratégique") avec, à chaque fois, les mêmes personnages, alternativement démocrates ou usurpateurs (Idriss Déby, Goukouni Oueddei, Hissène Habré...).

La piraterie relève d'une autre logique. La piraterie a débuté au large des côtes de la Somalie, pour attaquer les flottes de pêche, notamment asiatiques, qui pillaient les ressources halieutiques impunément. Ensuite, c'est devenu une activité mafieuse (enlèvements, détournements de cargos...). Le phénomène risque de se reproduire dans toutes les régions de pêcheurs appauvris faute d'État protecteur. Lutter contre la piraterie sans résoudre cette question, c'est présenter le problème à l'envers. L'intervention européenne Atalante est plus une opération de police internationale qu'une guerre.

**"Nous sommes entrés dans l'époque de l'ennemi médiatique", écrivez-vous. Est-ce bien nouveau ? La figure de l'ennemi n'est-elle pas de tout temps une construction intellectuelle destinée à édifier les opinions publiques ?**

C'est exact, dans tous les conflits menés par les démocraties depuis le milieu du XIXe siècle, la presse a joué un grand rôle et l'influence des chaînes de Rupert Murdoch dans le déclenchement de la guerre d'Irak en est l'exemple le plus récent. Ce qui me paraît nouveau dans les conflits actuels sans enjeu stratégique réel, c'est l'influence belliciste que jouent trois catégories sociales que sont les "intellectuels médiatiques" - j'entends par là ceux qui occupent les colonnes des journaux tous les jours -, les diasporas et les humanitaires dans un paysage stratégique qui se caractérise par l'absence d'ennemi mortel. Dès lors, sur les quelque quatre cents crises recensées par exemple dans un ouvrage comme *Mondes rebelles*, comment se fait le choix d'isoler telle ou telle crise, sachant que le journal télévisé par exemple ne peut traiter qu'une, voire deux crises, pas plus ! Les critères de choix sont médiatiques : chef charismatique, uniforme combattant reconnaissable, images, problématique simple et argumentaire compréhensible, et surtout "bon ennemi"... Faute de ces caractéristiques, le conflit n'intéresse pas : la crise du Congo est le conflit le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale, mais il n'obéit pas à ces canons, et donc n'est pas médiatique. Les démocraties se retrouvent parfois engagées dans des conflits qui ne présentent plus d'enjeux stratégiques, mais sont médiatiques comme le fut l'intervention "Restore Hope" en Somalie en 1993 pour sauver des populations affamées par des chefs de guerre. On inventa le concept de "droit d'ingérence" militarisé. Aujourd'hui, on n'en parle plus alors que la situation est la même. C'est une diplomatie guerrière de l'émoi ! Certains intellectuels, qui ne font plus de philosophie, sont devenus spécialistes de toutes les crises internationales et sont capables de pousser le pouvoir à décider un engagement des forces armées.

**On pensait que les choses avaient un peu évolué... Mais vous estimez que les guerres actuelles ne valent d'être médiatisées que s'il est possible d'"exposer une cause bipolaire dans laquelle les victimes sont pures et les méchants impurs". Pouvez-vous préciser ?**

Oui, quand les enjeux stratégiques ne sont pas eux-mêmes suffisamment convaincants, soit parce que la crise est loin de nos frontières, soit parce que les causes du conflit sont trop complexes, soit parce que l'opinion ne ressent pas l'enjeu, etc., le choix international est fait sur la dimension médiatique du conflit. Prenons le cas du Tibet. On ne conteste pas le droit des Tibétains à leur indépendance, et la puissance occupante est la Chine, parfait "ennemi" en ce moment. Le dalaï-lama est la figure symbolique de la lutte, mais il s'agit en l'espèce d'un homme qui est considéré par sa communauté comme "Dieu Vivant sur terre", héritier d'une des théocraties les plus arriérées de la planète. Il a été fait citoyen d'honneur de la Ville de Paris, capitale du pays de la laïcité, au moment où le Parlement votait la loi interdisant les signes religieux dans l'espace public. À l'inverse, la Tchétchénie est une crise grave dans laquelle la brutalité des troupes russes et des forces de Kadyrov s'oppose à celle des islamistes locaux (qui ont quand même osé attaquer une école primaire à Beslan !), le bien et le mal sont difficilement détectables, et l'on s'en désintéresse. On aurait tout aussi bien pu prendre le cas de l'Irlande du Nord, le plus ancien conflit d'Europe, dernière colonie sur le continent, mais Londres est un allié, donc on a considéré que c'était une crise intérieure !

(1) Pierre Conesa, *La fabrication de l'ennemi, ou comment tuer avec sa conscience pour soi*. Robert Laffont, 365 pages, 21 euros, ISBN : 9782221126783

# L'amiral Bernard Rogel, nouveau chef d'état-major de la marine

Le Point.fr - Publié le 12/09/2011 à 17:23

Voici quinze ans, Bernard Rogel donnait au "Point" sa vision de la marine actuelle. Pas si mal vu...

Depuis aujourd'hui, la marine nationale compte un nouveau chef d'état-major en la personne de [l'amiral Bernard Rogel](#). On trouvera sa [biographie officielle ici](#). Pour la petite histoire, et pour le clin d'oeil, *Le Point* a plaisir à rappeler qu'il avait discerné très tôt les qualités de cet officier, puisqu'il avait été l'un de ceux qu'il avait interrogés [voici près de 15 ans](#), alors qu'il était encore que l'officier en second du sous-marin stratégique *Indomptable*, retiré du service en 2003.

En 1997, l'armée française commençait à gérer l'après-service national et se préparait à la professionnalisation, les lendemains budgétaires s'annonçaient (déjà !) difficiles, le contexte géostratégique était fort différent ; l'auteur de ces lignes écrivait alors à propos du jeune capitaine de frégate : "Le paradoxe, pour lui qui navigue dans une boîte en fer sans jamais sentir les embruns, c'est qu'il est devenu officier de marine parce que *la mer, (il) adore ça. (Il a) choisi d'être marin avant d'être militaire.*"

Déjà fervent défenseur de l'arme nucléaire, il estimait alors qu'elle demeurait indispensable : "La situation n'est pas si claire qu'on veut bien le dire, et les grands équilibres ne sont pas garantis. Pour notre pays, la dissuasion stratégique est un élément de puissance politique indéniable." On peut parier qu'il n'a pas changé d'avis aujourd'hui ! Quant à la flotte de surface, il voyait la situation en militaire réaliste, sans "pleurnicher" sur les bateaux envoyés à la ferraille : "Il est vrai que notre marine va perdre 20 bâtiments sur 100. Mais, en 2015, nous aurons 12 frégates de premier rang, 6 sous-marins d'attaque, 1 ou 2 porte-avions. Ce sera encore une grosse marine." De fait, le nouveau chef d'état-major était un peu pessimiste, puisque la marine compte 17 frégates le jour de sa prise de fonction : deux frégates de défense aérienne (*Forbin* et *Chevalier Paul*), deux frégates antiaériennes (*Cassard* et *Jean Bart*), huit frégates anti-sous-marines (*De Grasse*, *Georges Leygues*, *Dupleix*, *Montcalm*, *Jean de Vienne*, *Primauguet*, *La Motte Piquet* et *Latouche Tréville*), cinq frégates Lafayette (*Lafayette*, *Surcouf*, *Courbet*, *Aconit* et *Guépratte*). Une superbe marine, taillée pour la course, pour celui qui prend la barre aujourd'hui...

## Lionel Jospin : "La lutte contre le terrorisme ne relève pas d'une solution militaire"

Le Point.fr - Publié le 11/09/2011 à 17:43 - Modifié le 11/09/2011 à 18:23

**L'ex-Premier ministre revient sur l'engagement français en Afghanistan, qu'il avait décidé en 2001 avec Jacques Chirac.**



Lionel Jospin est ancien Premier ministre © Pol Emile / Sipa

Voici bientôt dix ans, la France décidait d'intervenir en Afghanistan dans la foulée des attentats du 11 Septembre. Alors Premier ministre (1997-2002), Lionel Jospin s'est peu exprimé sur cette décision majeure prise dans le cadre de la cohabitation avec Jacques Chirac.

Raison de plus pour regarder de près l'interview qu'il a [accordée au \*Nouvel Observateur\*](#). La Constitution fait du président de la République le chef des armées (article 15) quand le Premier ministre est "responsable de la défense nationale" (article 21). Logiquement, un accord entre les deux têtes de l'exécutif est préférable quand il s'agit d'engager le feu au nom de la France.

C'est bien ce qui s'est produit à l'automne 2001, lorsque les autorités françaises ont décidé de s'engager aux côtés des Américains et sous leur direction. Ces derniers frappaient pour leur part l'Afghanistan, avec les Britanniques, depuis le 7 octobre. Lionel Jospin explique : "Les Américains avaient décidé de détruire les bases d'al-Qaida et de défaire le régime des talibans. D'accord sur l'objectif, nous avons participé à ces opérations en procédant à des frappes à partir des avions français basés au Tadjikistan voisin et du porte-avions *Charles de Gaulle*."

### **"Nous avons retenu la leçon de l'histoire"**

Sauf que l'intervention française a été très tardive. Lorsque les Français décident d'intervenir, à compter du 6 novembre 2001, Kaboul est sur le point de tomber. L'Alliance du Nord y entrera le 13. Les Français ne déploient que des moyens non offensifs, avec la frégate *Courbet*, le pétrolier-ravitailleur *Var*, des avions de reconnaissance photographique Mirage IV-P, des C-160 Transall d'interception électronique Gabriel et des ravitailleurs C-135F.

Après la chute de Kaboul, Jacques Chirac annoncera le 15 novembre un accroissement du dispositif : six Mirage 2000 D seront envoyés au Tadjikistan, et la France participera à la mise en place d'un pont aérien humanitaire et à la sécurisation de l'aéroport de Mazar-i-Charif (nord de l'Afghanistan). À l'issue de bien des péripéties, cette mission sera assurée par 58 hommes du 21e RIMA. Le porte-avions *Charles de Gaulle* ne partira vers la zone qu'en décembre.

Lionel Jospin se félicite : "Tant que j'ai été Premier ministre, la France n'a jamais envoyé de troupes combattantes." Autre motif de satisfaction, à ses yeux, son refus du déploiement des forces spéciales : "Nous avons écarté cette solution. Nous ne voulions absolument pas engager des hommes dans une bataille terrestre." Reprenant l'un des principaux arguments des opposants à l'engagement français en Afghanistan, l'ancien Premier ministre précise les raisons de son attitude : "Nous avons retenu la leçon de l'histoire, celle des mésaventures britanniques, russes ou américaines en Afghanistan. Et puis ce n'était pas une zone où la France était

traditionnellement influente. La façon dont nous avons manifesté notre solidarité nous paraissait suffisante. Les Américains décidaient librement de déployer des forces considérables sur le terrain, mais ce n'était pas notre guerre !"

## **Jospin attaque Sarkozy**

Il refuse également la solution militaire pour lutter contre le terrorisme : "Je pensais alors, et je pense toujours, que la lutte indispensable contre le terrorisme ne relève pas d'une solution militaire. Elle passe par une action globale, beaucoup plus multiforme, qui doit recourir à la diplomatie, à la coopération des polices et des services, et aussi à des opérations de surveillance financière. Sur ces terrains, nous avons pris toute notre part."

On se souvient qu'en 1997 Lionel Jospin avait interrompu le processus de réintégration dans l'Otan engagé par Jacques Chirac. Il confie avoir dit à ce dernier que, s'il poursuivait dans ce sens, ils allaient "au-devant d'un conflit majeur devant l'opinion". Rien d'étonnant donc à ce qu'il fustige la décision prise par Nicolas Sarkozy de réintégrer l'Alliance : "Cette réintégration a privé la France d'une position excellente : être politiquement solidaires, militairement interopérables et stratégiquement autonomes. En outre, elle a cassé la dynamique de la politique de défense européenne qui avait été lancée au sommet de Saint-Malo en 1998 avec l'accord de Jacques Chirac."

La voix de Lionel Jospin est aujourd'hui bien tenue, mais cette intervention relève de l'intérêt historique, à l'heure où la France se prépare à interrompre une décennie de présence sur le sol de l'Afghanistan, où elle a vu tomber 75 de ses soldats.

# **Après-11 Septembre - Claude Moniquet : "Au lieu de se simplifier, la situation s'est complexifiée"**

Le Point.fr - Publié le 11/09/2011 à 13:17 - Modifié le 11/09/2011 à 14:41

L'ex-agent de la DGSE considère que la nouvelle organisation du renseignement américain après le 11 Septembre demeure inefficace.

**Le Point : Vous dirigez aujourd'hui à Bruxelles une entreprise d'intelligence économique et stratégique, l'[ESISC](#) (European Strategic Intelligence and Security Center). Vous publiez un livre sur l'après-11 Septembre que vous commencez en donnant des détails sur une vérité inavouable : vous avez été longtemps journaliste - à *L'Express* notamment - en même temps que vous étiez agent rémunéré, sous couverture, de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure). Pourquoi faire aujourd'hui votre *coming out* ?**

**Claude Moniquet :** Effectivement, comme la loi m'y obligeait, mes activités au service de notre pays sont restées secrètes. Et puis le livre de mon ami [Maurice Dufresse](#), alias Pierre Siramy (1), est paru et m'a mis en cause en me dévoilant. J'avais demandé au service des renseignements de réagir, ce qu'il n'a pas fait en laissant paraître le livre. Je ne dirai rien des opérations que j'ai effectuées, qui restent couvertes par le secret. Mais je suis libre de rétablir ma part de vérité, moi qui ai mené deux vies parallèles durant vingt ans. Celle du journaliste que j'étais déjà plusieurs années avant d'entrer à la DGSE. Et celle d'agent du service.

**Ceux qui veulent en savoir plus liront votre livre (2) ! Parlons aujourd'hui de la guerre secrète qui a suivi le 11 Septembre. Vous reprenez le terme créé par George W. Bush,**

**"guerre contre le terrorisme", alors que cette stratégie paraît aujourd'hui largement erronée...**

On ne peut pas réduire le terrorisme à un problème de sécurité intérieure, ou même extérieure, qui pourrait être régulé exclusivement par la justice et par la police. De la même façon, il était illusoire de penser que ce problème serait exclusivement réglé par des moyens militaires. Depuis septembre 2001, mais aussi avant cette date, nous devons faire face à des menaces à la fois intérieures et extérieures. Pour le terrorisme intérieur, la police et la justice sont là. Mais elles sont inefficaces contre les guerres ouvertes en Afghanistan ou en Irak, ou contre les conflits larvés du Yémen, du Pakistan se traduisant par des attentats ou des enlèvements. De manière idéologique, les gens autour de Bush parlaient de troisième guerre mondiale. Sans aller jusque-là, je pense qu'il est légitime de parler d'une guerre.

**Vous insistez beaucoup sur le double jeu pakistanais et sur l'ambiguïté de ce pays qui est à la fois l'allié des États-Unis et le boufeu de l'Afghanistan. Le Pakistan, base arrière des talibans, n'est-il pas le principal déstabilisateur ?**

La création du Pakistan, en 1947, est celle d'un État musulman séparé de l'Inde qui a connu des dérives islamistes dès le départ. De plus, il manque de profondeur stratégique, face à l'Inde, qui est un immense continent. Il ne faut pas chercher ailleurs la volonté pakistanaise de neutraliser l'Afghanistan en le contrôlant. Pour lui, l'Afghanistan est soit un allié, soit un chaos où il agit à sa guise. Une partie de l'appareil militaire pakistanais a créé les talibans de toutes pièces. Mais ce pays est schizophrène : une partie, autour d'Islamabad, veut accéder à la modernité, au développement. Un Pakistan tribal très arriéré est aussi très proche des talibans.

**Et s'agissant des services de renseignements pakistanais ?**

Mes sources me disent qu'il est possible de travailler avec le renseignement militaire. Par contre, d'autres services, comme l'ISI [Inter-Services Intelligence], manipulent clairement le jeu complexe avec les talibans. Depuis dix ans, il est arrivé souvent que des arrestations annoncées par la CIA à l'ISI se traduisent par la fuite des personnes concernées. Il y a très clairement un double jeu d'une partie de l'appareil sécuritaire pakistanais. Souvenons-nous que, lorsqu'il a été capturé, Ben Laden vivait à Abbottabad, à deux pas d'une académie militaire, dans la ville même où les généraux prennent leur retraite !

**Sa mort a-t-elle changé quelque chose ?**

Je ne le crois pas. Sauf psychologiquement. Pour les Américains, cette mort a contribué au processus de deuil et à la résilience. Il faut se souvenir de ce qu'ont représenté ces trois mille morts de New York et de Washington au cœur du pays, en pleine paix civile. Que l'homme qui avait conçu et dirigé ces opérations ait été éliminé est évidemment un succès. À Abbottabad, il vivait reclus, sans moyen de communication moderne, avec uniquement des courriers humains. Ce qui réduisait très fortement son impact réel.

**Le renseignement américain est-il plus efficace et plus actif qu'il y a dix ans. Renseigne-t-il mieux le pouvoir exécutif ?**

Oui, car des mécanismes plus performants de contrôle, d'évaluation et d'analyse se sont mis en place. Mais quand on regarde les choses de plus près, c'est assez inquiétant. Quand le médecin Nidal Hasan tue douze de ses collègues sur la base américaine de Fort Hood en 2009, les autorités militaires avaient reçu depuis longtemps une série de signaux, y compris des contacts avec des terroristes au Yémen, qui n'ont jamais été centralisés. Deuxième exemple : celui du jeune terroriste nigérian Umar Farouk Abdulmutallab, aussi en 2009. Son père avait prévenu l'ambassade américaine à Lagos de son comportement très suspect, mais il n'a pas été interdit d'embarquement dans un avion de ligne à destination de Detroit qu'il a tenté de faire exploser. De



nécessaires réformes ont été réalisées aux États-Unis, mais, sur le plan des structures, on a assisté à des empilements de nouveaux services et de nouvelles fonctions. Au lieu de se simplifier, la situation s'est complexifiée. Et clairement, cela ne va pas dans le bon sens.

(1) Pierre Siramy, *25 ans dans les services secrets*, Flammarion, Paris, 2010

(2) *Guerre secrète. Services secrets, diplomatie parallèle et opérations spéciales dans la guerre contre le terrorisme depuis le 11 septembre 2001*. Encre d'Orient, 285 pages, 21 euros.

## DCNS. Mise à l'eau de la Fremm marocaine

Le Télégramme, 15 septembre 2011 -



**DCNS. Mise à l'eau de la Fremm marocaine.**

DCNS a mis à flot, hier, la frégate multimissions Fremm marocaine (photo DCNS).

**En présence de hautes autorités marocaines et françaises, DCNS a mis à l'eau, hier, à Lorient, la Fremm destinée à la Marine royale du Maroc.**

Le groupe DCNS a procédé hier à Lorient à la mise à flot de la Fremm destinée au Maroc, en présence de l'amiral Laghmari, inspecteur général de la Marine royale du Maroc, de l'amiral Verwaerde, major général de la Marine nationale, et de Patrick Boissier, P-DG du groupe DCNS.

### **Livraison en 2013**

Cet événement marque une étape importante dans le planning de construction du navire, dont la livraison est prévue en 2013. Devant près de 500 collaborateurs et invités externes, la première Fremm, construite pour un client à l'export, a été sortie à l'aide de remorqueurs pour rejoindre le quai du centre DCNS de Lorient. Ce navire, assemblé à Lorient et dont la construction a débuté en décembre 2008, permettra à la Marine royale du Maroc de bénéficier d'un navire de combat de nouvelle génération. Destinée à augmenter les capacités opérationnelles de la Marine royale marocaine, cette frégate est un navire de combat de premier rang. Mise en œuvre par un équipage réduit (un peu plus de 100 marins), elle est capable d'assurer des missions de défense anti-aérienne, de luttes anti-surface et anti-sous-marine. Au cours des prochains mois, les collaborateurs DCNS du centre de Lorient vont poursuivre à quai l'assemblage du navire, avec pour prochaine étape majeure l'installation des mâtures contenant les différents senseurs du navire.



# DCNS signe un protocole d'accord avec le chantier sud-africain KND



DCNS et la société sud-africaine KND viennent de signer un accord de partenariat pour la promotion, la commercialisation et la réalisation d'OPV. Cet accord est intervenu à la suite des visites de DCNS et de KND sur leur site respectif qui ont permis aux deux industriels du secteur naval de mesurer les atouts d'un tel partenariat. Cet accord prometteur est de nature à permettre de remporter des marchés d'OPV en Afrique sub-saharienne, à commencer par celui attendu en Afrique du Sud.

*« Nous sommes très heureux de la signature de cet accord de coopération et nous sommes très confiant sur le fait que les OPV de DCNS offrent la solution la plus adaptée pour les missions navales en Afrique », a déclaré James Fisher, Président-Directeur Général de KND.*

*« Cet accord marque la volonté du groupe DCNS de s'inscrire dans une démarche de partenariat à long terme avec KND dans le but de répondre au plus près aux besoins de la Marine Sud africaine », a indiqué Pierre Legros, Directeur des systèmes navals de surface de DCNS.*

DCNS propose une gamme innovante de navires conçus pour la sauvegarde maritime dont un navire exemplaire, l'OPV Gowind qui intègre les technologies les plus innovantes pour mener à bien des missions de sécurité maritime et de lutte contre la piraterie. Débutée en mai 2010, la construction du premier navire de la gamme Gowind, *L'Adroit* (photo) se poursuit activement en France. L'OPV « *L'Adroit* » sera mis à disposition de la Marine nationale française avant la fin de l'année 2011 pour qu'elle le teste en opérations. Cette qualification de *L'Adroit* va conférer une crédibilité sans équivalent à la gamme Gowind auprès des marines du monde entier.

Mesurant 87 mètres, le patrouilleur hauturier Gowind *L'Adroit* a une autonomie de 8 000 milles nautiques. Il peut rester plus de 3 semaines en haute mer, atteindre une vitesse de 21 nœuds et accueillir un hélicoptère et des drones. Il ne requiert qu'un équipage réduit de 30 personnes et peut transporter en plus une trentaine de passagers. Le navire présente également d'importantes innovations au service des marines, des commandos et des gardes-côtes : la visibilité sur 360° depuis la passerelle, une mâture unique pour une couverture radar à 360°, la mise en œuvre discrète et en sécurité en moins de 5 minutes d'embarcations rapides, l'exploitation de drones aériens et de surface...

Le chantier sud-africain KND, qui utilise les moyens industriels de la base navale située à Simons' Town dans la région du Cap, maîtrise parfaitement les méthodes de production de ce type de navires pour fabriquer actuellement 6 patrouilleurs rapides pour un pays d'Afrique de l'Ouest.

# BAN de Landivisiau: patrimoine, prises de commandement et Rafale!

Le Télégramme, 16 septembre 2011 à 07h48 –



Le blason de la 11F



## **BAN de Landivisiau. La flottille 11F équipée de Rafale.**

La flottille de chasse 11F sera prochainement équipé de Rafale. Photo Eugène Le Droff

Equipée jusqu'à présent de SuperEtendard modernisés, la flottille de chasse 11F de la base aéronautique navale (BAN) de Landivisiau (29), qui appartient au groupe aérien embarqué du porte-avions Charles-de Gaulle, va débiter lundi sa transformation afin de s'armer d'une dizaine de Rafale Marine, l'appareil de combat le plus moderne en service en France. «Avion multirôles, il a démontré en Libye une disponibilité exceptionnelle et un niveau d'excellence dans toutes les missions qui lui ont été confiées», soulignent les autorités militaires. Cette mutation, qui s'effectuera progressivement, s'achèvera d'ici à l'été 2012 au sein de la BAN de Landivisiau, l'unique base d'avions de chasse de la Marine nationale. Quant aux Super Etendard modernisés, ils vont être transférés à la flottille 17F, une des trois flottilles de chasse embarquée de l'aéronautique navale. À noter, par ailleurs, qu'un nouveau commandant, le capitaine de frégate Bertrand Lepoutre, sera reconnu lundi à la tête de la flottille 11F. Il remplace à ce poste le capitaine de frégate Davis Desfougères.

**13.09.2011**



La BAN de Landivisiau est en pleine effervescence. Elle va ouvrir les 17 et 18 septembre pour les XXVIIIe Journées du patrimoine. Le 19, y auront lieu trois prises de commandement, les flottilles 11F, 12F et 17F touchant leurs nouveaux pachas.

Toujours le 19 septembre, une cérémonie symbolique est annoncée à Landivisiau pour marquer le début du passage de la 11F (plus haut son blason) sur *Rafale marine*. Exit donc les vénérables *SEM* qui ne voleront plus qu'au sein de la 17F (jusqu'en 2015, normalement); bonjour aux *Rafale marine* dont est déjà équipée la 12F.

Le glissement du *SEM* au *Rafale F3* se fera progressivement et ce ne sera qu'au milieu de l'année prochaine que la flottille sera entièrement équipée. A terme, les trois flottilles embarquées mettront en ligne 45 *Rafale*.

## Allo Marsan, ici Rayak Papa leader



Une parenthèse est en train de se fermer. Le **2.30 Normandie-Niémen**, qui ne porte pas encore officiellement ce nom, dispose déjà de quatre Rafale, dont voici un des exemplaires (photos Jean-Marc Tanguy), cet après-midi, croisé à Mont-de-Marsan.

L'escadron sera officiellement recréé en septembre 2012, 70 ans jour pour jour après avoir été créé par les aviateurs français libres.

L'arrivée des équipages, qui s'ajoute à celle, récente, des "chasseurs intelligents" du **2.33 Savoie**, portera les effectifs à 3.700 militaires sur la base landaise. L'histoire étant parfois circulaire, il n'est pas impossible que quelques uns des Mirage F1CT du 2.33, qui stationnent à quelques mètres des Rafale du 2.30 n'ait pas, il y a quelques mois ou années, porté les emblèmes du Neu-Neu...



PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/14/2011](#)

## Un as

**Georges Guynemer** a été honoré par ses descendants, ce matin, et comme chaque année, sur la base aérienne 117 de Paris. Titulaire de 54 victoires certifiées, cet aviateur d'exception avait été abattu le 11 septembre 1917 au-dessus de la Belgique. Une aviatrice a lu un discours d'hommage au capitaine qui s'était engagé comme mécanicien, avant de devenir un des pilotes français les plus connus.

C'est le major-général de l'armée de l'air, le général **Joël Martel**, qui a présidé la prise d'armes, décorant plusieurs aviateurs, dont un sous-officier du **CDAOA**, spécialiste du domaine satellitaire.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/14/2011](#)

## Hôtel de la Marine. Décision lundi

Le Télégramme, 16 septembre 2011 -





## Hôtel de la Marine. Décision lundi .

L'état-major de la Marine doit quitter l'Hôtel de la Marine en 2014. Photo EPA

**Lundi, la Commission chargée de réfléchir au réaménagement de l'Hôtel de la Marine donnera sa préférence. Alors que le Louvre était donné gagnant, l'homme d'affaires Alexandre Allard vient de recevoir à travers une lettre un soutien de poids. Celui de 180 personnalités comme Isabelle Adjani ou Johnny Hallyday.**

**Noah, Kersauson Depardieu...**

«Même si le projet de La Royale, proposé par Alexandre Allard et Renaud Donnedieu de Vabres, peut soulever quelques questions, il a l'immense mérite, par le débat qu'il a suscité, de démasquer la suffisance de conservatismes acharnés et de montrer qu'il existe des voies audacieuses pour refaire de Paris la capitale mondiale de la création», selon cette lettre. Intitulée «Hôtel de la Marine: Osons la rupture. Osons la culture», cette lettre est signée des comédiens Isabelle Adjani, Carole Bouquet, Gérard Depardieu, Sophie Marceau et des chanteurs Johnny Hallyday, Yannick Noah, Raphaël, Florent Pagny, Marc Lavoine. Les stylistes AgnèsB., Takada Kenzo, les chefs cuisiniers Pierre Gagnaire, Alain Senderens, ont également signé cette missive. De même que l'homme d'affaires Pierre Bergé, le publicitaire Jacques Seguéla, l'avocat Frédéric Salat-Baroux, le navigateur Olivier de Kersauson. Magnifique hôtel particulier du XVIIIesiècle, l'Hôtel de la Marine est actuellement occupé par l'état-major de la Marine qui doit le quitter en 2014.

## Moyen-Orient

# Ormuz sous haute tension

[Emmanuel Razavi](#) le jeudi, 15/09/2011 dans le [Monde](#)

**En patrouille à bord du "Mistral", dans ce détroit stratégique du golfe Persique. Partout, en permanence, la menace de la marine iranienne. Reportage.**

Avant de rejoindre pendant quelques semaines les opérations au large de la Libye, le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Mistral* a effectué une mission de présence et de surveillance longue dans les eaux du golfe Persique, à partir du sultanat d'Oman, au sud-est de la péninsule arabique.

État frontalier du Yémen et des Émirats arabes unis, Oman occupe une position stratégique avec plus de 3

000 kilomètres de côtes sur la mer d'Arabie et le golfe d'Oman, en balcon sur le détroit d'Ormuz. Par ces quelques kilomètres de bras de mer transitent près de 40 % de la production mondiale du pétrole en provenance d'Arabie Saoudite, du Qatar et des Émirats arabes unis.

Deux pays contrôlent ce point de passage sensible : Oman et l'Iran. C'est un souci. Depuis trente ans, la république islamique menace à intervalles réguliers d'en bloquer l'accès aux marines occidentales. Mis à exécution, ce chantage ferait flamber les prix du baril de pétrole. Les experts n'osent même pas imaginer la crise économique mondiale qui en découlerait.

Mascate, la capitale omanaise, offre un port vital aux marines de guerre américaine, française, britannique, abonnées à ces eaux sensibles. Le BPC *Mistral* y a fait escale avant cinq jours de patrouille dans la zone et le retour vers Abou Dhabi, capitale des Émirats arabes unis, où la France a ouvert une nouvelle implantation militaire.

Démarche assurée et physique de jeune premier, le capitaine de vaisseau Xavier Moreau, 45 ans, est le pacha du *Mistral* depuis août 2010. Ancien chef d'état-major de la force aéro-maritime chargée de la lutte contre le terrorisme dans l'océan Indien (opération "En during Freedom"), il connaît bien la zone. L'outil qu'il commande, un porte-hélicoptères long de 199 mètres, est une



ville flottante dotée d'un pont d'envol de 5 200 mètres carrés. À bord, outre ses 200 marins, le *Mistral* peut accueillir 450 soldats pendant une longue durée, jusqu'à 16 appareils, 110 véhicules blindés et un escadron de 13 chars Leclerc.

Ce bâtiment massif n'est jamais seul. Son escorte pour cette mission est la frégate de lutte anti-sous-marine *Georges-Leygues*, partie avec le *Mistral* de Brest en février pour participer au soutien des opérations de lutte contre le terrorisme et la piraterie dans l'océan Indien.

### **À 12 milles nautiques, le territoire iranien...**

Ces vaisseaux de guerre ont aussi une autre mission, tout aussi importante depuis le démantèlement de la *Jeanne d'Arc*, le porte-hélicoptères transformé en bâtiment-école pour la formation pratique des élèves officiers de la Marine nationale : 135 jeunes élèves officiers, dont 18 étrangers, ont embarqué dans le cadre de cette nouvelle mission, baptisée "Jeanne d'Arc". « *Notre mission de formation, qui dure jusqu'au mois de juin, permet à nos élèves officiers d'avoir un premier contact avec les théâtres d'opération de la marine française, explique Xavier Moreau. Elle permet également de compléter leur formation, reçue à l'École navale ou à l'École des officiers du commissariat de la marine. Elle les prépare à intervenir dans des zones sensibles comme les eaux du golfe Persique.* » Cette traversée n'a rien d'une croisière. Les élèves officiers y apprennent à devenir des combattants, à commander, à prendre des décisions dans l'urgence. Leurs journées sont rythmées par des cours d'ingénierie et de langues, par l'apprentissage du quart en passerelle et des exercices de tir ou d'alerte incendie.

Typhaine Laridon, 22 ans, affiche un visage souriant, déterminé : « *J'ai conscience de la chance que j'ai de servir à bord du Mistral dans une période où l'on assiste à des mutations importantes.* » Elle n'a aucun état d'âme sur la stricte discipline qui règne à bord. Elle sait que cette traversée est une occasion unique de faire ses preuves : « *Nous ne devons pas perdre pas de vue que nous sommes des professionnels de la mer. Quel que soit l'environnement dans lequel nous évoluons, nous ne faisons que notre devoir.* »

Depuis son départ de Brest, elle et ses camarades ont traversé des zones secouées par des crises historiques : « *Il y a eu les révoltes arabes qui nous ont amenés à nous rendre à Zarzis, en Tunisie, pour fournir des vivres et du matériel humanitaire aux réfugiés. Aujourd'hui, nous croisons au large de l'Iran, dans une zone stratégique.* »

La vie à bord du *Mistral* se déroule la plupart du temps à l'intérieur du bâtiment. Le navire a été conçu pour résister à des attaques de type bactériologique et, excepté le pont d'envol et quelques coursives externes, l'équipage a peu accès à l'air libre. Tout est pourtant prévu pour séjourner longtemps et pouvoir se détendre, notamment par le sport, Internet et le téléphone. Il est possible d'installer un terrain de volley ou de foot dans le radier, cette partie inondable d'où peuvent être mis à l'eau des engins de débarquement.

Le BPC dispose également d'un hôpital embarqué de 900 mètres carrés pour conduire des opérations de grande envergure. Ses installations permettent jusqu'à vingt opérations par jour, grâce au renfort apprécié de réservistes du service de santé. Figure célèbre du bord, le médecin-chef Paul-Jean Chouteau, chirurgien-dentiste dans le civil, est un fou de sport. La soixantaine svelte et élégante, il a laissé son cabinet pour deux mois, la durée de sa mission : « *Sur un navire comme celui-ci, nous vivons des relations humaines exceptionnelles. Bien sûr, nous passons beaucoup de temps à opérer. Mais nous devons aussi gérer les mouvements d'humeur, les moments de déprime. Une traversée comme celle-ci est particulièrement forte.* »

Quitté trois jours plus tôt, le port de Mascate est déjà loin quand le *Mistral* aborde le détroit d'Ormuz, dans les eaux internationales, à 12 milles nautiques à peine des côtes iraniennes, escorté par un ban de dauphins. L'aube d'un rouge éclatant danse sur une mer calme, sillonnée par de nombreux pétroliers et par quelques bateaux de pêche en bois qui évoquent l'univers des boutres décrits par Henri de Monfreid. Sur la passerelle, des élèves officiers et des marins de quart sont à leur poste. Comme à chaque fois que le navire pénètre dans un détroit, le niveau d'alerte est monté d'un cran. Les mitrailleuses de bord ont été débâchées.

En début d'après-midi, une vedette rapide surgit à l'horizon. Le chef de quart transmet son estimation : « *Elle navigue à moins d'un mille nautique de nous.* » C'est très près. La distance est jugée beaucoup trop courte, d'autant plus que ce *go-fast* n'arbore aucun pavillon. Danger ! Un

avertissement très clair est aussitôt envoyé en direction de la vedette : « *Attention ! Nous sommes un navire de guerre français. Faites-nous part de vos intentions.* »

### “**Tout le monde sait que l’Iran menace de bloquer le détroit**”

Aucune réponse. À bord du *go-fast*, on distingue trois hommes casqués. Nouvel appel du chef de quart vers la petite embarcation qui file à vive allure : « *Je répète. Vous approchez d’un navire de guerre français ! Quelles sont vos intentions ?* » Même silence de la part de l’intrus suspect. La tension est palpable. À l’avant du *Mistral*, deux tireurs ont pris place derrière des mitrailleuses de calibre 12,7, prêts à réagir

« *Virez à tribord !* » Ordre est donné au commandant du *Georges-Leygues*, l’ange gardien du *Mistral*, de barrer la route à la vedette. La frégate se place à la perpendiculaire pour bloquer toute intrusion dans le dispositif.

La première vedette a été rejointe par une autre. Sur la passerelle du *Mistral*, tout le personnel de quart est concentré. Certains observent la scène à la jumelle. D’autres prennent des photos au téléobjectif.

« *Ils viennent de hisser leur pavillon !* intervient un officier. *Ce sont des Iraniens !* » Tout le monde s’en doutait. On aperçoit maintenant les couleurs (rouge et vert) de la république islamique au-dessus d’une des embarcations. C’est une vedette rapide du corps des Gardiens de la révolution, la puissante organisation paramilitaire qui sert de garde prétorienne au régime des mollahs, dépendant directement du guide suprême, Ali Khamenei. La seconde vedette file aussi en direction du *Mistral*.

Que font les Iraniens ? Le premier *go-fast* vient de couper son moteur. Ses occupants semblent vouloir observer la réaction du *Georges-Leygues*, en position sur leur route. Le face-à-face va durer quelques minutes, puis les deux bateaux iraniens s’éloignent enfin.

Sur la passerelle du *Mistral*, le calme revient. « *Dans le détroit d’Ormuz, ce genre d’incident arrive fréquemment*, explique le chef de quart. *Les Iraniens font du renseignement. Ils veulent savoir ce qui se passe ici, car ils estiment qu’Ormuz est leur détroit. De notre côté, on n’a pas le droit de se faire surprendre. Peu importe la menace, nous sommes obligés de nous mettre en alerte immédiatement. Mais cela ne va jamais très loin : les Iraniens jouent un peu aux cowboys.* »

Déjà, en janvier 2008, cinq vedettes iraniennes s’étaient rapprochées à moins de 200 mètres de trois navires de guerre américains. L’incident avait failli dégénérer en affrontement, avant que les *go-fast* ne finissent par rompre le contact et fassent demi-tour. Cet épisode en dit long sur la tension permanente qui règne dans ces eaux très surveillées.

« *Tout le monde sait que les Iraniens menacent de bloquer le détroit*, commente le capitaine de vaisseau Moreau, une fois le calme revenu. *Nous restons donc vigilants. Ce type d’action leur permet juste de montrer qu’ils sont chez eux, c’est tout. Que voulez-vous qu’ils fassent avec de telles embarcations contre des bâtiments de guerre ?* »

Nous saurons plus tard que les équipages des deux vedettes iraniennes ont pris des photos du *Mistral* et du *Georges-Leygues*. Sans doute pour nourrir leurs dossiers. La petite provocation des pasdaran est allée de pair avec un vrai travail de renseignement. **Emmanuel Razavi**

### À lire également dans "Valeurs actuelles" :

*Entretien avec l’amiral Marin Gillier, patron des forces françaises de l’océan indien et de la nouvelle implantation française d’Abou Dhabi : "Dans le Golfe, nous sommes prêts à tout"*

Photo © SIPA

## **MBDA propose une munition rodeuse pour les marines**





**Le Maritime Fire Shadow**  
crédits : MBDA

16/09/2011

A mi-chemin entre le missile et le drone. C'est un peu l'idée du Fire Shadow, un nouvel engin conçu par MBDA pour le compte de la Royal Artillery britannique dans le cadre d'un programme de développement rapide lancé en mars 2010. Mais, au-delà des applications terrestres, le missilier européen y voit aussi un potentiel pour les forces navales. Le retour d'expérience de l'engagement militaire en Libye démontre, en effet, l'intérêt de développer les capacités d'attaque depuis la mer. Ainsi, les frégates ont, largement, utilisé leur artillerie, alors que le Charles de Gaulle intervenait avec son aviation embarquée au plus près des côtes. Néanmoins, le porte-avions est un outil dont on ne peut assurer, pour l'heure, la disponibilité tout au long de l'année, son « petit frère » se faisant attendre. Quant aux frégates, leur artillerie, bien qu'ayant été d'une grande aide contre les forces du colonel Kadhafi, est limitée en portée et présente une précision relative, surtout contre des objectifs terrestres plus ou moins embusqués. Et cette précision devient encore plus relative s'il n'y a pas de moyens aériens ou de troupes au sol pour guider les tirs. Il est vrai que dans le cas de la Libye, la proximité du théâtre d'opération assurait une présence des forces aériennes pouvant intervenir depuis des bases terrestres. Mais, dans certains cas de figure, le soutien de l'aviation ne serait pas forcément garanti, hors porte-avions. Dans cette perspective, la munition rodeuse (« loitering munition ») de MBDA peut présenter un intérêt et compléter les outils dont disposent les forces armées. Pour l'action contre la terre, le concept du Maritime Fire Shadow se situe entre le canon et le missile de croisière, en offrant la capacité de traiter les petites cibles mobiles.

### **Une autonomie de 6 heures et une portée d'environ 100 km**

Long de 4 mètres pour un poids de 200 kilos, le Fire Shadow développé pour l'armée de Terre britannique se présente comme un missile doté d'ailes déployables après le lancement. Volant de manière autonome ou en mode piloté pour les phases d'identification et d'attaque, il s'agit d'un « consommable », c'est-à-dire qu'il n'est pas récupéré après son départ. Catapulté, l'engin, prévu pour voler à 5000 mètres d'altitude, peut voler 6 heures à la vitesse de 150 à 300 km/h, son rayon d'action étant d'une centaine de kilomètres. Il peut suivre un chemin direct jusqu'à la cible ou être positionné de manière à rôder dans l'espace aérien, une décision « homme dans la boucle » permettant au moment voulu de lancer une attaque précise et rapide contre une cible sélectionnée. Grâce à un système optronique léger, il peut effectuer des missions de reconnaissance. En cas de détection, le Fire Shadow réduit son altitude à quelques centaines de mètres afin d'identifier la cible et, si nécessaire, la neutraliser grâce à sa charge militaire sur ordre de l'opérateur. Avec cette munition, la Royal Artillery souhaite compléter ses moyens lourds, en

disposant d'un engin discret et mobile capable d'effectuer des missions d'appui feu au profit des troupes au sol. Le contexte de guérilla, avec des embuscades et la présence de snippers, comme c'est le cas en Afghanistan, est bien évidemment visé. Immédiatement disponible sur le théâtre d'opération, ce nouveau missile peut, toutes proportions gardées, se substituer à un avion ou un hélicoptère en offrant une bonne capacité de frappe contre cibles mobiles tout en étant plus discret. « Le Fire Shadow comble une grande lacune capacitaire dont souffraient les forces armées, face aux nouveaux besoins qu'imposent les opérations militaires en cours », estime Steve Wadey, directeur général de MBDA UK.



*Tir d'essai du Fire Shadow (© : MBDA)*



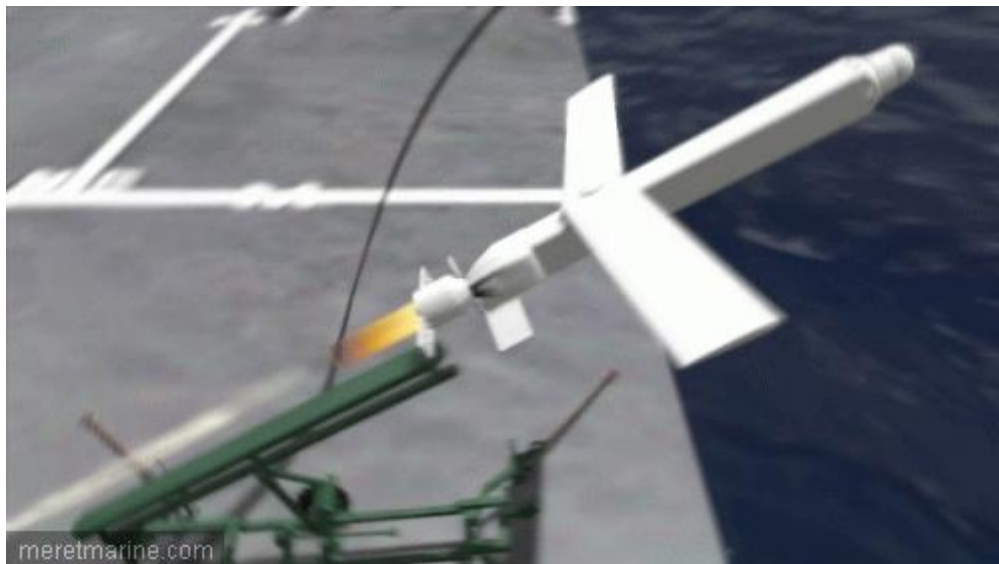
*Le Fire Shadow (© : MBDA)*



*Système de commande terrestre (© : MBDA)*

Plus souple et mobile que de grosses pièces d'artillerie, tout en présentant une allonge supérieure, le Fire Shadow n'a pas vocation à se substituer aux drones. Il est d'abord voulu

comme un moyen flexible, réactif et économique permettant à une armée de Terre de protéger ses unités avec plus d'autonomie par rapport à l'aviation, qui ne peut, toujours, être présente à l'instant T. Contrôlé localement par un système de commande relativement simple, le Fire Shadow peut être mis en oeuvre avec une liaison de données de type UHF, ce qui offre une capacité vidéo et se révèle nettement moins coûteux que les canaux satellites utilisés par les grands drones de combat, comme le Predator américain, dont les « pilotes » sont situés aux Etats-Unis alors que l'intervention se déroule dans un pays étranger.



*Le Maritime Fire Shadow (© : MBDA)*

### **Une version maritime pour l'appui feu**

A l'occasion du salon DSEI, qui s'est déroulé cette semaine à Londres, MBDA a présenté une adaptation de cette munition pour un emploi naval. Il ne s'agit pas pour le moment d'une demande de clients, mais d'une initiative interne que le groupe a mûri au regard des derniers développements industriels et opérations militaires, et afin de diversifier les applications potentielles du Fire Shadow. Moyennant quelques adaptations pour tenir compte des mouvements de plateforme (tangage, roulis) et l'aérodynamique sur le navire porteur, le Maritime Fire Shadow pourrait tout à fait, aux dires de l'industriel, trouver sa place sur un bâtiment de combat. Pour faciliter l'intégration, MBDA propose que le lanceur terrestre existant soit, simplement, élingué sur le pont, avec la possibilité d'acheminer par hélicoptère lanceurs et missiles, regroupés sous forme de conteneurs. La place étant comptée sur un bateau, l'encombrement de la catapulte et des munitions semble plus compatible avec une grande unité, comme une grosse frégate ou, plutôt, un navire de type porte-hélicoptères d'assaut/bâtiment de projection et de commandement. Dans ce cas, le MFS pourrait participer à la sécurisation d'opérations de débarquement, ou encore remplir certaines missions d'appui feu dévolues aux hélicoptères de combat et pour lesquelles l'état-major ne souhaite pas risquer un appareil et son équipage. Il pourrait, aussi, servir à contrer des raids nautiques menés par de petites embarcations. Les installations de préparation de mission, de pilotage à distance et de contrôle de mission, qui ne nécessitent pas un important interfaçage avec le système de combat du navire porteur, seraient soit intégrées dans les locaux du bâtiment, soit, comme on l'imagine plutôt chez MBDA, installées dans un shelter posé sur le pont. En tenant compte de la flamme du booster dont est équipé le missile, l'emprunte spatiale du système est estimée à un carré d'environ 10 mètres de côté.





meretmarine.com  
*Contrôle du système dans une infrastructure terrestre (© : MBDA)*



meretmarine.com  
*Tir d'essai du Fire Shadow (© : MBDA)*

### **Nouvelle campagne de tirs réussie**

En attendant d'éventuels développements dans le domaine naval, MBDA finalise la montée en puissance de la version terrestre du Fire Shadow, qui vient de subir avec succès une série d'épreuves de démonstration et deux tirs supplémentaires. Ces réalisations ouvrent la voie à l'entrée en service du système dans l'armée de terre britannique, prévue pour l'année prochaine. Le premier tir, effectué avec un système d'arme complet, a été réalisé le 21 novembre 2010 à Vidsel, en Suède. Il visait à tester la qualité de l'intégration système, du lancement, de la stabilité de vol, de la navigation par points tournants et de la transmission de données, autant d'aspects qui démontrent la maturité de la munition. Le missile a volé pendant plusieurs dizaines de kilomètres et a effectué sur sa trajectoire un certain nombre de manoeuvres, dont une phase en vol rôdeur.

Lors du deuxième tir, effectué sur le même site le 13 mai 2011, la munition a suivi un scénario plus complexe, avec une mise en oeuvre complète de la fonctionnalité « homme dans la boucle ».

L'opérateur a pu sélectionner une cible représentative et l'engager avec succès. « Le test a été un succès complet et a permis de souligner toute la performance et la robustesse du produit », se félicite MBDA.

Pendant tout le déroulement du programme, MBDA a travaillé en étroite collaboration avec le futur utilisateur et les autres parties prenantes du programme. Plusieurs épreuves « pratiques » menées dans les bancs d'intégration de MBDA à Filton et à Bedford, ont permis aux militaires d'adapter la « convivialité » du système, d'affiner la tactique, les techniques et les procédures (TTP) et de préparer la formation opérationnelle, qui devrait se dérouler plus tard dans l'année. Le système a également été testé de façon intégrée avec un centre moderne des opérations de l'espace de bataille, lors de la Démonstration d'interopérabilité des armées (CWID).

Grâce à la rapidité d'exécution de ce programme, le Fire Shadow devrait être déployé pour la première fois, sur un théâtre d'opération extérieur, dès l'année prochaine.



Le Fire Shadow (© : MBDA)

## La guerre des drones



Superbe dossier dans le [Wall Street Journal](#) (daté du 9 septembre) sur la montée en puissance des drones dans l'arsenal américain comme "arme de choix" contre le terrorisme et sur le recours désormais régulier aux "assassinats ciblés à distance" par ces avions sans pilote capables de lancer des roquettes ou des missiles sur leurs cibles. Une évolution qui marque le retour des services aux actions de type militaire, comme si la CIA revenait à ses racines, l'OSS (Office of Strategic Services) de la deuxième guerre mondiale.

"La CIA, écrit le quotidien, a tué près de 2.000 activistes grâce à des drones au cours des deux dernières années, sous la présidence de Barack Obama". 114 attaques ciblées ont été lancées avec des drones en 2010, et les campagnes se développent cette année avec des interventions déjà menées en Somalie et planifiées au Yémen. Sur ce dernier pays, en réalité, les attaques de drones auraient déjà commencé, à partir de la plate-forme de Djibouti, dans le cadre d'une offensive en cours contre les villes tenues par les insurgés.



L'administration américaine ne semble pas avoir eu de scrupules juridiques à utiliser cette arme "trans-frontières", la seule préoccupation ayant été de développer la campagne contre les responsables d'al-Qaïda réfugiés au Pakistan sans compromettre les bonnes relations avec ce pays.

Le recours aux assassinats ciblés, ce qu'on appelle des "actions homo" (pour homicides) dans le jargon des services, a été autorisé contre la personne d'Oussama ben Laden et ses adjoints par le président Clinton en 1998. C'est l'année suivante que les spécialistes de la CIA eurent l'idée d'exploiter en version offensive les drones Predator alors utilisés par l'US Air Force pour des missions de surveillance et d'observation.



Après le 11 septembre 2001, le président George Bush autorisa les assassinats ciblés contre les responsables de l'attentat new-yorkais, et les essais de drones armés menés au Nevada permirent de les expérimenter en grandeur réelle en Afghanistan. Il avait été convenu alors de consulter le Pakistan avant toute action offensive, sauf s'ils découvraient Ben Laden ou son adjoint. Mais c'était un processus long et compliqué, et les Américains ne voulaient pas laisser impunies les attaques de commandos d'al-Qaïda partant du Pakistan pour attaquer les forces américaines en Afghanistan.

Le remarquable article de Siobhan Gorman est illustré par les photos de trois "cibles" importantes, les deux responsables d'al-Qaïda Abou Jihad al-Masri, tué en 2008, et Mustafa Abou Yazid, tué en 2010, ainsi que le leader des Talibans pakistanais Baitullah Mehsud. Un "tableau de chasse" qui a justifié, conclut l'article, que le président Obama ait décidé de doubler la flotte des drones armés opérés par la CIA, ces armes étant devenus des acteurs essentiels du nouveau champ de bataille planétaire.

11 septembre 2011 dans [Défense](#) |

**13.09.2011**

## **Tués en Opex: leurs noms sur les monuments aux morts?**





Philippe Meunier, député UMP du Rhône, souhaite rendre obligatoire l'inscription des noms des soldats morts en opérations extérieures sur les monuments aux morts de leurs communes de naissance et de résidence. Pour lire son texte, cliquer [ici](#).

"Les communes de naissance et celles du dernier domicile des soldats morts au cours d'une guerre ou d'une opération extérieure et dont la mention 'Mort pour la France' a été portée à leur acte de décès seraient tenues de mentionner sur le monument aux morts ou sur une stèle placée dans l'environnement de celui-ci, les noms et prénoms" de ces soldats, selon l'article 1er de la proposition de loi que veut déposer ce membre du collectif La Droite populaire.

Pour le député, cette initiative est "absolument complémentaire" de la mission de réflexion sur la construction à Paris d'un monument dédié aux militaires morts en opérations extérieures ces dernières décennies. Cette mission a été confiée en mai par le ministère de la Défense à l'ex-chef d'état-major de l'armée de terre. Le général Bernard Thorette devait rendre, en septembre, au ministère le rapport issu de sa réflexion.

## J'ai cinq petites questions...

S'adresser à son député permet de faire remonter des informations... et des questions.

Illustrations avec la mère d'un soldat que vient de rencontrer la députée de Gironde **Michèle Delaunay**, [comme elle le signalait sur son blog le 24 août](#). L'élue socialiste, par ailleurs médecin des hôpitaux de formation -cela se lit- vient de faire remonter ses interrogations vers le ministre de la défense. Voici ses questions, dont une partie est déjà parue au journal officiel ce mois-ci, et l'autre est en cours. J'ai choisi de les retranscrire intégralement, pour que les militaires puissent juger des interrogations de la représentation nationale, et pour suivre régulièrement ces questions



écrites, il est extrêmement rare... qu'elles concernent les soldats d'active, ou leur conditions d'exercice.

Voici la première question :

*" Michèle Delaunay demande à Monsieur le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants de bien vouloir lui préciser les dispositions prises pour l'appui psychologique des soldats de retour d'Afghanistan. Michèle Delaunay désire également connaître les modes de prise en charge, leur durée ainsi que le suivi des soldats à moyen terme.*

*De la même façon, elle lui demande de lui faire connaître les moyens mis en oeuvre pour venir en aide aux familles après le retour d'un soldat ayant été soit blessé, soit traumatisé sur le plan psychique pendant sa mission en Afghanistan.*

*Alors que nous apprenons le décès du soixante quinzième de nos soldats, cette demande s'étend bien entendu aux familles dont un enfant, un époux ou un parent a été tué sur le champ des opérations."*

Voici la deuxième question :

*"Michèle Delaunay demande à Monsieur le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants combien de nos soldats ont été engagés sur le territoire afghan depuis 2001. Elle souhaite savoir combien d'entre eux ont été blessés et chez combien d'entre eux ont été diagnostiqués des troubles ou des signes psychiques pouvant être mis en relation avec leur mission en Afghanistan. Michèle Delaunay désire également savoir si des tentatives ou des suicides aboutis ont été enregistrés dans l'année suivant leur retour en France ainsi que leurs nombres".*

Voici la troisième question :

*"Michèle Delaunay interpelle Monsieur le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants sur l'insuffisante reconnaissance par l'opinion publique du service rendu par les soldats engagés en Afghanistan. Les forces françaises sont présentes en Afghanistan depuis 10 ans dans une guerre qui ne porte pas son nom. A leur retour, les soldats sont confrontés à une relative indifférence de la population française alors qu'ils ont, pour la grande majorité d'entre eux, risqué leur vie, subi des missions difficiles et laissé de nombreux camarades sur le terrain.*

*Le retour de ces soldats sur le sol français s'accompagne souvent d'une blessure psychologique liée aux conséquences des traumatismes opérationnels. La réadaptation à une vie ordinaire est d'autant plus difficile que leur engagement n'est que peu reconnu par la population française et leur action sur le terrain mal comprise par insuffisance de connaissance des Français de ce pays lointain et des enjeux dont il est le centre.*

*Afin de lutter contre ces troubles et un mal-être qui touche nombre de nos soldats, il est nécessaire de valoriser leur action et leur engagement après leur retour en France.*

*Indépendamment des interrogations et des réserves qui peuvent accompagner notre engagement en Afghanistan, il faut, en premier lieu, que les politiques et les responsables aient à coeur d'expliquer la situation sur le terrain, de révéler le sens et la nature de l'engagement militaire et de valoriser le rôle et les missions de ces hommes et femmes.*

*Michèle Delaunay lui demande quelles mesures concrètes il compte prendre afin que notre pays, ses élus et ses responsables manifestent leur reconnaissance et leur compréhension aux soldats*

*qui paient un lourd tribut à notre engagement en Afghanistan".*

Et voici la quatrième question :

*"Michèle Delaunay interpelle Monsieur le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants sur l'agenda précis du retrait total des troupes françaises d'Afghanistan ainsi que sur les modalités de sa mise en oeuvre.*

*Le 12 juillet 2011, le chef de l'Etat annonçait le retrait total des effectifs militaires présents en Afghanistan pour l'été 2014 ainsi qu'un retrait partiel, un quart des troupes, fin 2012. Alors que le soixante-quinzième de nos soldats vient de tomber en Afghanistan, 2011 s'avère être dès à présent l'année la plus meurtrière pour les troupes françaises déployées dans ce pays en guerre, avec 23 soldats tués. Une récente étude vient de conclure que proportionnellement au nombre de soldats engagés, l'armée française est actuellement la plus exposée aux pertes humaines avec 0,42 soldat tué pour 100 soldats. Cette étude confirme l'accroissement manifeste du nombre d'attaques contre nos soldats et du nombre de décès.*

*Au lendemain du 14 juillet dernier, le Président de la République avait initié une réunion dite de sécurisation de nos soldats en territoire afghan. Nous mesurons aujourd'hui l'échec voire l'impossibilité de cette sécurisation.*

*Alors que les Français sont en grande majorité opposés à cette guerre dont ils ne comprennent plus les motivations et dont les pertes humaines sont de plus en plus mal acceptés au vu de l'annonce du retrait des troupes, Michèle Delaunay demande à Monsieur le Ministre l'agenda précis ainsi que les modalités du départ total des troupes françaises engagés en Afghanistan."*

Cinquième question :

*" Michèle Delaunay demande à Monsieur le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants de bien vouloir lui préciser le calendrier mis en place pour l'attribution de la campagne double au titre des opérations conduites en Afghanistan.*

*En février 2011, Monsieur le Premier Ministre annonçait la décision d'accorder le bénéfice de la campagne double aux militaires français engagés en Afghanistan. Cette décision était attendue depuis longtemps par ces combattants.*

*Actuellement, les opérations menées par l'armée française dans ce pays ne sont pas qualifiées comme étant des opérations de guerre. Or, la bonification des pensions des militaires ne correspond pas à la réalité et relève de la campagne simple, comme les autres opérations extérieures.*

*Michèle Delaunay lui demande donc sous quel délai la campagne double sera accordée aux militaires engagés en Afghanistan, selon quelles modalités d'attribution et si elle sera, comme annoncée, rétroactive".*

**Post-scriptum** : Il fallait bien que cela arrive : bien trop de questions sur l'Afghanistan restent encore sans réponse quand on les pose, et pour les avoir posées, déjà, je sais que celles qui précèdent vont rendre célèbre son auteur dans la troupe. L'engagement en Afghanistan a généré 75 morts, c'est aujourd'hui le premier poste budgétaire en opex, il était inévitable que l'absence de

réponses finisse par attirer les interrogations des élus qui ne vivent pas en vase clos, qui croisent, très régulièrement leurs administrés. Avec une communication ministérielle minimaliste, et l'absence de réponses sur ses propres promesses (notamment pour mieux faire rayonner l'engagement de ses propres soldats... ou sur la campagne double), le ministère se retrouve piégé. En seulement cinq questions.

**PPS** : l'élue avait déjà [posé en juillet](#) une question sur les conséquences des restructurations de défense liée aux BDD. Elle évoquait notamment le suicide de deux personnels civils et d'un militaire, depuis 2008, dans la zone de défense sud-ouest. [Ou une autre, le 10 mai](#), évoquant l'arrivée de 9,57 tonnes d'héroïne afghane en France chaque année, et [une autre, en mars](#), sur les maladies professionnelles des militaires.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/13/2011](#) [M](#)

## Un CEMM et un SC/OPS

La marine change de CEMM (photo EMA) demain, et par conséquent, l'EMA change aussi de sous-chef opérations. L'amiral **Bernard Rogel** a quitté son bureau boulevard Saint-Germain, laissant sa batterie de téléphones, son casque bleu, legs d'un précédent locataire de la pièce, et sa grande carte, qui occupait tout un pan de mur. Pour un bureau certes quatre fois plus grand donnant sur la place de la Concorde, mais avec des responsabilités totalement différentes.



Passer de l'EMA à la tête de l'EMM, c'est délaissier l'emploi opérationnel des forces -navales entre autres- pour un travail qui peut sembler plus ingrat : faire en sorte que les forces en question soient d'attaque quand l'EMA en a besoin. On le sait, avec la réduction tendancielle des moyens, alors que les missions, elles, ne faiblissent pas, cet exercice devient de plus en plus complexe, donnant, de ce fait, encore plus de valeur aux hommes et femmes de la marine. Et au sens de l'arbitrage des priorités, fonction qui fait partie du quotidien du sous-chef ops de l'EMA.

Comme il l'avait expliqué dans une interview à RAIDS (n°300), une des ses grandes satisfactions, à l'EMA, restera d'avoir contribué, via les urgences opérations, à améliorer la protection des personnels. Il citait alors les surblindages et VAB-TOP d'Afghanistan, et les détecteurs optroniques sur les navires engagés en contre-piraterie.

Ce breton originaire de la région de Portsall (Finistère) a commandé trois fois à la mer -sous la mer, pour être juste- évitant de peu le commandement d'une frégate (1), avant d'intégrer les arcanes interarmées. Chef de cabinet du général **Jean-Louis Georgelin**, il avait ensuite rallié son poste de sous-chef opérations, un poste auquel il sera remplacé par le général **Didier Castres**, actuel chef du CPCO, et donc, à ce titre, au coeur de la gestion des opérations militaires françaises.

(1) second du *Tourville*, il devait commander l'*Aconit*, frégate qui n'a finalement pas été construite. Le nom a ensuite été donné à une FLF.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/11/2011 11:22:00 PM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

## L'amiral Rogel remplace l'amiral Forissier



Par Stéphane Dugast.

L'amiral Rogel est officiellement devenu, le 12 septembre 2011, le nouveau Chef d'état-major de la Marine nationale (CEMM). Il succède à l'amiral Pierre-François Forissier en poste depuis le 4 février 2008.

Sous-marinier, l'amiral Rogel comptabilise 27 000 heures passées sous la mer. De 1990 à 1992, il commande successivement les sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) *Casabianca* (équipage bleu) et *Saphir* (équipage rouge). Il devient, à l'issue, officier chargé de l'entraînement et de la tactique au sein de l'escadrille des sous-marins de la Méditerranée, poste dans lequel il s'occupe

plus particulièrement de l'entraînement et de la qualification des commandants et des équipages de sous-marins nucléaires d'attaque, de la mise au point des matériels et de l'évolution des tactiques sous-marines.

Après l'Ecole de Guerre (1994), il est nommé commandant en second de la frégate anti-sous-marine *Tourville* dans le cadre de la mise au point du nouveau système de lutte anti-sous-marine très basse fréquence (SLASM) puis, en 1996, commandant en second du sous-marin nucléaire lanceurs d'engins (SNLE) *Indomptable*.



D'avril 2000 à décembre 2001, il commande le sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) *Inflexible* (équipage bleu) avec lequel il effectue deux patrouilles opérationnelles.

En janvier 2002, il rejoint l'état-major de l'amiral commandant la force océanique stratégique et des forces sous-marines (Alfost) où il sert successivement en tant que chef de la division « conduite des opérations », puis comme chef d'état-major.

En septembre 2004, il est nommé adjoint au chef d'état-major particulier du Président de la République, en charge notamment des dossiers nucléaire et maritime ainsi que du suivi des opérations militaires extérieures et du renseignement.

De septembre 2006 à août 2009, il est le chef de cabinet du Chef d'état-major des armées (Cema). Il était, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009, sous-chef d'état-major « Opérations » à l'état-major des armées (Ema).

Le numéro 2 de la Marine nationale a également changé. Le 1<sup>er</sup> septembre 2011, le vice-amiral d'escadre Verwaerde a remplacé le VAE Chomel de Jarnieu au poste de Major général. Il était, depuis septembre 2010, officier général adjoint de l'Inspecteur général des armées

**13.09.2011**

## **Un nouveau chef pour la Force d'action navale**

**Lu dans notre édition de Brest,**

**Le capitaine de vaisseau Deméocq succède au vice-amiral Labonne à la tête des navires de surface de la Marine**





Le capitaine de vaisseau Bruno Deméocq a pris lundi ses fonctions à Brest après une affectation à Washington (USA) et à l'état-major des armées. Succédant au vice-amiral Jean-Pierre Labonne, il est désormais l'adjoint organique à Brest, de l'amiral commandant la Force d'action navale.

Né en 1959, le nouveau patron de la Force d'action navale est entré à l'École navale en 1979. Après un premier commandement en 1984, l'*EDIC 9091* stationné à Djibouti, il commande en 1993 le batral *François Garnier* basé à Fort-de-France, puis la frégate *Georges Leygues* en 1999. En 2002, il est chef d'antenne de l'état-major de la Force d'action navale.

« **Adaptabilité, solidarité, fierté** », trois mots à partir desquels le nouveau commandant a décliné les grandes lignes à venir.

En ce qui concerne la Flotte, le retrait de la frégate *Tourville* sera comblé par deux arrivées. « **La frégate Aquitaine tient son programme, nous l'accueillerons d'ici l'été prochain. C'est positif d'avoir un bateau avec des capacités supérieures**, souligne-t-il. **Le pétrolier ravitailleur Somme est une chance pour Brest et la Force d'action navale, il permettra de s'entraîner plus facilement à la mer, et servira de support à la guerre des mines en remplacement de la Loire.** »

Le programme des frégate sera piloté par des missions biens remplies : lutte anti piraterie, anti drogue et..., mais également le soutien de la FOST qui sera prioritaire. La coordination de la lutte antiterrorisme sera un point important en 2012 durant les Jeux Olympiques. Le nouveau commandant souligne également la coopération avec l'Angleterre : « **Nous accompagnerons la montée en puissance de leur porte-avions, nous formerons les pilotes à l'appontage sur le Charles de Gaulle.** »

Enfin, mot-clé pour le capitaine de vaisseau Bruno Deméocq, la solidarité, « **une qualité qui se décline à terre à bord et à la mer** ».

## **La France prend le commandement de l'EUROMARFOR**



crédits : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE

16/09/2011

La Marine nationale a pris, hier, la barre de la force maritime européenne. A l'occasion d'une cérémonie organisée à Toulon, à bord du transport de chalands de débarquement Foudre, le vice-amiral d'escadre Xavier Magne, pacha de la Force d'Action Navale (FAN) française, a pris le commandement de l'EUROMARFOR. Il remplace dans cette fonction le vice-amiral portugais Monteiro Montenegro. Etaient notamment présents, sur le pont du TCD, les homologues italien, portugais et espagnol d'ALFAN, ainsi que l'amiral Bernard Rogel, qui effectuait là son premier déplacement à Toulon en tant que nouveau chef d'état-major de la marine, et le VAE Yann Tainguy, préfet maritime de la Méditerranée. On notera que la cérémonie, sur le pont d'envol de la Foudre, s'est achevée avec les hymnes nationaux des quatre pays participant à l'EUROMARFOR, joués par la Musique des équipages de la flotte (voir les photos de la cérémonie à la fin de cet article).



L'amiral Magne (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)





*Les amiraux français, espagnol, italien et portugais (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)*

### **Trois déploiements opérationnels depuis 2002**

Créée en 1995 par la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, l'European Maritime Force est une force navale pré-structurée et non-permanente pouvant à tout moment être activée suivant les besoins opérationnels. Réactive et souple d'emploi, cette organisation peut répondre à un large panel de missions : humanitaire, sauvetage, maintien de la paix ou encore gestion de crises. Des exercices permettent régulièrement aux marines partenaires de s'entraîner ensemble et d'améliorer l'interopérabilité des moyens. Pour le moment, l'EUROMARFOR a connu trois déploiements opérationnels. Baptisé Coherent Behaviour, le premier, en octobre et novembre 2002, a vu la mobilisation d'une task force en Méditerranée orientale en soutien à l'opération Enduring Freedom. L'EUROMARFOR a été activée une seconde fois de janvier à décembre 2003 pour l'opération Resolute Behaviour, toujours en soutien de l'OEF mais cette fois en océan Indien. Quant au troisième déploiement, il est intervenu entre février 2008 et février 2009 pour Impartial Behaviour. L'EUROMARFOR assurait alors le commandement de la CTF 448, composante maritime de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL).



*La Foudre (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)*

## Activation au moins une fois par an

« En participant à un haut niveau opérationnel, dans des scénarii complexes et sur différents théâtres, l'EUROMARFOR a démontré qu'elle est un outil très utile permettant à nos nations, et à travers elles, à tous les pays de la communauté européenne, d'assumer un rôle cohérent en apportant une contribution valable dans la gestion de crises internationales », a souligné hier l'amiral Magne. Le nouveau commandant de l'EUROMARFOR a notamment mis l'accent sur l'importance des exercices menés régulièrement, particulièrement dans le domaine de la guerre des mines, dont l'importance a encore été mise en valeur durant les opérations en Libye. Reposant sur des moyens existants dans les marines participantes, la force maritime européenne doit pouvoir réunir, sous faible préavis, un porte-avions, un groupe amphibie, un groupe de guerre des mines, des bâtiments d'escorte et de soutien et des sous-marins, ainsi qu'une composante d'avions de patrouille maritime. L'EUROMARFOR est activée au moins une fois par an, pour prendre part à un entraînement multinational, comme par exemple l'exercice de guerre des mines Olives Noires.



Les officiers généraux européens (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)





*Lors de la cérémonie (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)*



*Les amiraux Magne, Rogel et Tainguy (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)*



*Les amiraux Montenegro, Rogel et Magne (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)*



(© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

## Un nouveau patron aux « opérations aéronavales »

Le contre-amiral Frédéric Jubelin a succédé au vice-amiral d'escadre Xavier Magne au poste de sous-chef d'état-major « Opérations aéronavales » à l'état-major de la Marine. Il occupait, depuis juin 2009, le poste d'adjoint organique de l'amiral commandant la force d'action navale (Alfan).

Transmetteur de spécialité, l'amiral Jubelin a commandé le batral *La Grandière* (1992), le TCD *Ouragan* (1999-2001) et le bâtiment de projection et de commandement *Mistral* (2004-2006) dont il a suivi la fin de la construction, les essais industriels puis militaires jusqu'à sa première mission opérationnelle à l'été 2006, lors de l'opération Baliste au Liban. Il avait également participé, en 1995 à bord de la frégate *Jean Bart*, au conflit en ex-Yougoslavie.

De 2006 à 2008, il a été directeur des systèmes d'information de la Marine à Toulon. L'amiral Jubelin a également occupé les fonctions d'attaché naval en Italie (2001-2003) où il avait déjà suivi, à titre d'officier d'échange, plusieurs formations supérieures

## SNA Casabianca : Prise de commandement au monument des sous-mariniers



**Prise de commandement au monument national des sous-mariniens**  
crédits : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE

15/09/2011

C'est au monument rendant hommage aux sous-mariniers français morts en service commandé, et non comme d'habitude dans la base navale de Toulon, que s'est déroulée mardi la prise de commandement de l'équipage bleu du sous-marin nucléaire d'attaque Casabianca. Cette cérémonie, en extérieur, était une grande première, tout comme celle du groupement de fusiliers marins de Toulon, le 7 septembre, qui s'est déroulée en public, place de la Liberté. Ainsi donc, comme les fusiliers, c'est un autre corps de la marine, entouré lui aussi traditionnellement de secrets, qui est sorti de l'enceinte militaire. Alors que le Casabianca est en arrêt technique jusqu'à la fin de l'année, les sous-mariniers ont souhaité organiser la prise de commandement dans un lieu très symbolique, afin de rendre hommage à leurs aînés. Inauguré en novembre 2009, le monument est installé au Mourillon, dans le parc paysager de la Tour Royale. Y sont inscrits plus de 1600 noms, ceux des sous- décédés au cours d'accidents ou d'opérations de guerre, depuis la perte accidentelle du Farfadet en 1905, au large de la Tunisie, jusqu'au terrible accident de l'Emeraude, un sistership du Casabianca, survenu au large de Toulon en 1994.

Mardi, en dehors de l'équipage bleu du Casabianca (les sous-marins nucléaires comptent deux équipages, appelés « bleu » et « rouge », qui arment le bâtiment en alternance), de nombreux anciens combattants et membres de l'Association Générale Amicale des Sous-Mariniers (AGASM) étaient présents. « Effectuer cette cérémonie en ce lieu de souvenir et en présence d'anciens sous-mariniers, témoigne du respect et de la reconnaissance qu'ont les sous-mariniers d'aujourd'hui pour leurs anciens. Respect et reconnaissance pour l'immense sacrifice consenti. Respect et reconnaissance pour l'héritage reçu, héritage que nous devons, à notre tour, jour après jour, faire grandir et transmettre », a déclaré au cours de la cérémonie le capitaine de frégate Nicolas Lambropoulos, nouveau commandant de l'équipage bleu du Casabianca. L'officier a été reconnu dans ses nouvelles fonctions par le capitaine de vaisseau Daniel Faujour, le tout nouveau commandant de l'escadrille des sous-marins nucléaires d'attaque.





*Le CF Nicolas Lambropoulos (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)*



*(© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)*



(© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



(© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)





(© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

Lors de cette très belle cérémonie, le CF Lambropoulos a notamment rendu hommage à ses illustres aînés de l'ancien Casabianca, un « 1500 tonnes » lancé en 1935 et qui restera dans l'histoire pour son évvasion de Toulon sous les ordres du commandant l'Herminier, lors de l'attaque allemande de 1942, puis ses nombreuses missions aux côtés des alliés. Le célèbre bâtiment, désarmé en 1947, a été cité 6 fois à l'ordre de l'armée et une fois à l'ordre du corps d'armée. Ces distinctions lui ont été attribuées pour les opérations menées en avril et mai 1940 sur les côtes Norvégiennes (cdt Sacaze) , pour son évvasion de Toulon puis les opérations de débarquement de commandos et de munitions effectuées sur les côtes de la Corse ; et enfin pour avoir coulé deux chasseurs de sous-marin (Cdt Bellet). Ces exploits lui ont valu l'attribution de la fourragère de la Légion d'honneur. Mardi, cette fourragère a été symboliquement au matelot Paul Pierret, entré il y a deux ans dans la Marine nationale à l'âge de 17 ans et cadet de l'équipage du Casabianca, par l'amiral (2S) Jean Guillou, qui a servi sur de nombreux sous-marins, dont le Casabianca de janvier 1940 à juillet 1941, et a côtoyé le commandant l'Herminier et le commandant Bellet.



L'ancien Casabianca à Toulon, en 1945 (© : ANDRE BLACHE)



(© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

A l'issue de son arrêt technique, le Casabianca reprendra la mer dans quelques mois. Troisième des 6 SNA du type Rubis, ce bâtiment, construit par DCNS à Cherbourg, a été admis au service actif en avril 1987. Long de 73.6 mètres pour un déplacement de 2670 tonnes en plongée, il est armé par un équipage de 68 hommes et peut mettre en oeuvre 14 torpilles et missiles antinavire. Pouvant intervenir partout dans le monde, le Casabianca, comme ses sisterships, est dédié aux missions de dissuasion, de renseignement, de prévention, de projection et de protection.



Un SNA du type Rubis (© : MARINE NATIONALE)

**Deux BPC au large de Libye**





Un hélicoptère Tigre sur le Mistral  
crédits : EMA

16/09/2011- Il y a actuellement deux bâtiments de projection et de commandement au large de la Libye, où la France continue d'intervenir, sous commandement de l'OTAN et dans le cadre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations Unies, dans le cadre de l'opération Harmattan/Unified Protector. La semaine dernière, le BPC Tonnerre a appareillé de Toulon pour relever son sistership, le Mistral, présent sur zone depuis la mi-juillet. Le temps de transit étant d'à peine deux jours et le transfert de l'état-major et des hélicoptères d'un bâtiment à l'autre prenant une grosse journée, on pouvait s'étonner, hier, que le Mistral n'ait pas encore regagné Toulon. En fait, le transfert s'est opéré les 9 et 10 septembre en Sicile, dans le port d'Augusta. « Tandis que les Puma, Tigre et Gazelle du Groupe aéromobile (GAM) quittaient le pont d'envol (du Mistral), l'état-major de la Task force 473 (TF 473) et la majorité de l'équipage du navire, soit près de 200 personnes, mais aussi le fret, une centaine de tonnes de matériel, étaient acheminés à l'aide des chalands de transport de matériel transportés par les BPC. L'ensemble du transfert a nécessité 25 rotations d'hélicoptères et 14 norias de CTM. En ce qui concerne la mise en place sur le Tonnerre de l'ensemble du réseau informatique, téléphonique, télégraphique et radio, les informaticiens ont oeuvré afin que les nombreux canaux de renseignement, notamment les réseaux sécurisés et Otan, fonctionnent dans les meilleurs délais », explique l'Etat-major des Armées.



Transfert entre le Mistral et le Tonnerre (© : EMA)





*Transfert entre le Mistral et le Tonnerre (© : EMA)*



*Le Tonnerre et le Mistral en mer (© : EMA)*

## **Le Mistral doit rentrer dans les prochains jours**

Après ce transfert, le Mistral semble, néanmoins, avoir joué quelque peu les prolongations au large de la Libye. « Avec deux BPC, le dispositif est plus souple et nous sommes en mesure de faire face à une éventuelle évolution de la situation », affirme une source militaire. A l'Etat-major des Armées, on explique que le Mistral est toujours « en cours de relève par le Tonnerre ». En revanche, on dément un renforcement durable des moyens aéromobiles déployés au sein d'Harmattan. Le Mistral devrait bien rentrer à Toulon « dans les prochains jours » sauf, dit-on, « si la situation évolue », ce que l'on considère comme « peu probable ». Le Tonnerre conservera à son bord une vingtaine d'hélicoptères Tigre, Gazelle, Puma et Caracal, certaines machines étant

arrivées avec le BPC pour assurer la relève d'autres appareils, qui vont rentrer avec le Mistral. Il y a donc, momentanément, un nombre plus important d'hélicoptère

En dehors de ces navires, la Task Force 473 compte toujours les frégates Cassard et La Fayette, ainsi qu'un sous-marin nucléaire d'attaque. L'avisos Lieutenant de Vaisseau Lavallée est, quant à lui, rattaché à la force navale de l'OTAN déployée dans le cadre de l'opération Unified Protector afin de faire respecter l'embargo maritime et protéger les populations civiles. Depuis Toulon, les bâtiments de ravitaillement continuent, de leur côté, d'assurer le soutien logistique de la TF 473.



*Le Mistral et le HMS Ocean au large de la Libye (© : EMA)*

## Le navire EMA a son bâchi



C'est un bâchi collector : celui portant le nom de l'EMA, en lieu et place du nom de bâtiment ou de base. Ses porteurs, rares, servent au sein de l'unité interarmées qui sécurise l'îlot Saint-Germain ([UPISG](#)).

(photo : JMT).

# Nicolas Sarkozy et David Cameron en Libye

Alors que la France et la Grande-Bretagne maintiennent une puissante armada au large de la Libye, Nicolas Sarkozy et le premier ministre britannique David Cameron effectuaient, hier, leur première visite dans le pays. Le chef de l'Etat français a visité un hôpital de Tripoli avant une rencontre avec les responsables du Conseil National de Transition (CNT). Puis il s'est envolé pour Benghazi, la ville symbole de la révolution contre le colonel Kadhafi, où il s'est exprimé devant une foule en liesse. Dans le même temps, on apprenait que les forces de l'opposition étaient, semble-t-il, parvenues à entrer dans les faubourgs de Syrte, fief kadhafiste où, précisément, les forces de la coalition ont concentré dernièrement leurs frappes.



Un Mirage 2000 (© : EMA)

## Une belle manœuvre d'interopérabilité

Glosée avant même qu'elle ne commence, l'opération de protection du président français et du Premier ministre britannique n'a pas connu de couacs, et s'est révélée, de plus, être une belle manœuvre d'interopérabilité entre les différents acteurs du domaine, sous le pilotage du patron du GSPR, **Michel Besnard**. Sensibilisées au sujet dès la fin du mois d'août, les armées ont d'abord fourni un beau matelas de logistique, avec des Puma de l'ALAT et de l'armée de l'air, et, me semble-t-il, au moins un Caracal. Un Transall avait convoyé, la veille de l'arrivée des responsables, des renforts de police qu'il ne faut pas réduire aux seuls CRS. Plusieurs dizaines d'éléments du **SPHP** (notamment son **GAHP**) et du **RAID**, dont le métier est bien d'appuyer la protection présidentielle, ont ainsi créé une bulle autour de deux responsables.

Ils ont retrouvé en Libye des éléments de la force de protection du **GIGN**, appuyés par des renforts de la force d'intervention du même groupe, en charge de la protection de l'ambassadeur



français.

Enfin, on a pu apercevoir trois des Landrover blindés du **1er RPIMa**, utilisés en général par les détachements de protection rapprochée (DPR) dont le métier sera évoqué dans le prochain RAIDS. Le 1er RPIMa avait déjà fourni des moyens lors d'un récent séjour présidentiel en Afghanistan, comme l'atteste une photo parue dans le numéro de RAIDS de septembre.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/16/2011](#)

## 140 sorties réalisées en une semaine par les appareils français

Concernant les opérations militaires, l'EMA a fait hier son point hebdomadaire sur les missions réalisées par les forces françaises. Entre le 8 septembre 2011, 6H00, et le 15 septembre 2011, 6H00, la France a assuré près de 140 sorties, dont 70% sont des missions de frappes au sol. La France assure environ un tiers des sorties d'attaques au sol de la coalition. Dans le détail, les appareils de l'armée de l'Air et de la Marine nationale ont mené à bien 96 sorties d'attaques au sol (Rafale Air, Mirage 2000-D, Mirage 2000-N et Mirage F1), 30 sorties de reconnaissance et surveillance (Mirage F1 CR, Atlantique 2, drone Harfang), sorties de contrôle aérien (E-3F) et 9 sorties de ravitaillement (C135). Sur la période, une quarantaine d'objectifs ont été neutralisés par les avions de combat et les bâtiments de la marine, soit 7 véhicules militaires et armement (véhicules légers armés, lance-roquettes multiple) dans la région de Syrte et de Bani Walid ; ainsi que des bâtiments de commandement dans les régions de Syrte et Sebha. Des tirs contre terre ont été réalisés par l'avisos LV Lavallée.



Un drone Harfang (© : EMA)

## OPERATIONS en Libye

Vendredi, 16 Septembre 2011

*Point de situation hebdomadaire du 15 septembre 2011.*



***Depuis le 8 septembre 2011, le dispositif militaire français a assuré près de 140 sorties, dont 70% sont des missions de frappe au sol. La France assure environ un tiers des sorties d'attaque au sol de la coalition.***

Entre le 8 septembre 2011, 6h00, et le 15 septembre 2011, 6h00, la France a réalisé :

- 96 sorties attaques au sol (Rafale Air, Mirage 2000-D, Mirage 2000-N et Mirage F1 )
- 30 sorties de reconnaissance, surveillance (Mirage F1 CR, Atlantique 2, drone)
- 7 sorties de contrôle aérien (E3F)
- 9 sorties de ravitaillement (C135)

En outre, depuis le 8 septembre, une quarantaine d'objectifs ont été neutralisés par les avions de combat et bâtiments de la marine :

- 7 véhicules militaires et armement (véhicules légers armés, lance-roquettes multiple) dans la région de Syrte et de Bani Walid ;

Des bâtiments de commandement dans les régions de Syrte et Sebha.

Des tirs contre terre ont été réalisés par l'avisos Lavallée qui est engagé dans la force maritime de l'opération « unified protector » .

Par ailleurs, le bâtiment de projection et de commandement Mistral est en cours de relève par le BPC Tonnerre . L'état-major de la Task Force (TF) et le Groupe aéromobile (GAM) ont été transférés à bord du Tonnerre le 10 septembre dernier.

Sources : EMA

## **Le missile de croisière naval, conçu et fabriqué par MBDA - (MBDA)**



Par Corentin Brustlein.

Avec près de 110 missiles tirés la première nuit par les navires de surface et les sous-marins américains et britanniques, l'intervention militaire en Libye a une nouvelle fois illustré le rôle du missile de croisière comme outil de première frappe destiné à détruire les défenses de l'adversaire. Utilisée dans d'autres contextes, cette arme revêt également une forte dimension politique. A l'heure où la France se dote elle-même de missiles de croisière navals, quelle



nouvelle perspective stratégique cela laisse-t-il entrevoir ? explications.

La France a pris la décision de doter la Marine nationale de missiles de croisière navals (MdCN), appelés à être tirés à partir des SNA *Barracuda* et des frégates de classe *Aquitaine* (FREMM). Cela va sensiblement améliorer les capacités d'action vers la terre des forces navales françaises qui s'articulaient jusqu'alors principalement autour du groupe aéronaval. La France étant historiquement une puissance expéditionnaire, la question se pose de savoir l'impact que cela peut avoir sur sa posture globale.

Deux tendances lourdes exerceront une influence directe sur la posture interventionniste française à court et moyen termes : la prédominance des logiques de guerre limitée, et la problématique du déni d'accès.

La guerre limitée, dans laquelle au moins l'un des deux belligérants ne combat pas pour sa survie, a historiquement été la forme la plus fréquente de guerre. Dans ce type de guerre, la dimension politique tient un rôle particulièrement fort, dans la mesure où plus les motifs de lutte sont faibles, plus la poursuite des opérations se trouve conditionnée par leur bon déroulement. Combattre dans une telle logique implique donc de privilégier un usage discriminé de la force et de limiter les risques encourus, de manière à ce que les coûts politiques et financiers de l'action demeurent à la mesure des intérêts en jeu. Le contrôle de la violence exercée sur l'adversaire est intrinsèquement difficile, à plus forte raison puisque les limites imposées à l'activité guerrière, et donc les contraintes pesant sur l'action militaire, tendent à être systématiquement plus fortes pour les Etats interventionnistes que pour leurs adversaires.



#### [Tir d'un missile de croisière naval sur la Libye - \(US NAVY\)](#)

Une seconde source de contraintes pesant sur les modèles occidentaux de guerre expéditionnaire émerge : la diffusion de technologies et de doctrines de « déni d'accès », visant à entraver la liberté d'action des forces de projection occidentales. De telles postures s'appuient sur des moyens variés, tels que des défenses sol-air, champs de mines sous-marines, missiles balistiques et de croisière, ou encore missiles antinavires. Ainsi et par exemple, la République Islamique d'Iran s'est efforcée depuis la guerre du Golfe de progresser dans chacun de ces domaines, de manière à s'opposer efficacement à une intervention extérieure et à perturber, voire bloquer, le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz.

Au regard de ces contraintes se pose donc la question de la capacité des puissances interventionnistes à conserver une liberté d'action militaire à longue distance, et de l'apport spécifique du missile de croisière naval dans un tel cadre.

Parmi l'éventail de ses scénarios d'emploi, deux semblent pouvoir tirer un profit particulièrement grand des atouts opérationnels de ce système d'arme : la diplomatie coercitive et « l'entrée en premier ».

Le déploiement – visible et symbolique – de FREMM, voire l’emploi de missiles de croisières navals, pourraient tenir une place essentielle dans le cadre d’une stratégie de diplomatie coercitive, fondée sur un emploi contrôlé de la force incitant l’adversaire à modifier son comportement. Si la force tiendrait un rôle variable dans le cadre d’une telle stratégie, en parallèle à des mesures incitatives ou sanctions, la liberté de manœuvre des frégates, leur polyvalence et leur puissance de feu pourraient en faire un moyen de gesticulation efficace et crédible, à même de frapper l’adversaire avec précision et en profondeur.

On rappellera néanmoins qu’il ne suffit pas d’un système d’arme, aussi performant soit-il, pour faire d’une campagne de frappes un succès diplomatique – le cadre politico-stratégique de l’emploi est et restera décisif. Durant les années 1990, les Etats-Unis ont recouru de manière massive aux missiles de croisière navals, afin de compenser une volonté politique défaillante, le missile *Tomahawk* devenant ainsi le symbole de la guerre sans risques ni coûts politiques apparents. Cette tentation, qui pourrait réapparaître en Occident après le retrait d’Afghanistan, pose toutefois plusieurs problèmes, d’abord parce qu’elle revient parfois à dépenser des missiles onéreux pour détruire des objectifs d’intérêt militaire faible et de lisibilité politique douteuse (frappes sur l’Afghanistan en 1998).

Ensuite, les signaux envoyés à travers un tir de missiles sont loin d’être toujours clairs. Ils dépendent du contexte politique propre à l’acteur ciblé comme à la puissance interventionniste, des cibles choisies, ou encore du volume de feu concerné. Le tir d’une poignée de missiles peut être interprété par l’adversaire comme révélant un manque de détermination, et une tentative infructueuse de décapitation de l’adversaire peut condamner toutes les négociations futures avec celui-ci en convaincant ses dirigeants qu’ils n’ont rien à perdre. A l’inverse, l’effet militaire et psychologique d’une frappe de masse peut être considérable, mais doit être rapporté aux conséquences (politiques, financières) d’une telle option ainsi qu’aux risques de dommages collatéraux. La guerre sans risque politique n’existe pas, et véhiculer ce type d’illusion nuit aussi bien à la résilience de la nation qu’à l’efficacité de l’emploi de la force armée.

Une opération « d’entrée en premier » requiert une grande variété de capacités : neutralisation des défenses aériennes (SEAD), guerre des mines, frappes contre-forces dans la profondeur du territoire adverse, etc. Le missile de croisière naval constituera l’un des outils de frappe dans la profondeur auxquels les forces armées françaises ou européennes pourraient recourir (près de 2000 autres missiles de croisière modernes, mais de portée plus courte, devraient à terme équiper les forces aériennes et aéronavales européennes). L’allonge particulièrement importante du missile de croisière naval et le potentiel de surprise que lui conféreront sa faible signature radar et son emport sur *Barracuda* s’avèreront des plus utiles, notamment dans le cadre des missions SEAD, point de carence majeure en Europe. Le missile pourrait par exemple détruire des cibles fixes de type radars, hangars ou centres de contrôle et de communications. Cette possibilité de pouvoir contribuer aux opérations militaires dès les premières phases revêt un intérêt politico-stratégique potentiellement considérable, en permettant de participer à la planification aux côtés des Etats-Unis, voire de l’influencer.

Une question demeure néanmoins : du fait du nombre de missiles qu’il est actuellement prévu d’acquérir (200 exemplaires), celui-ci restera une ressource rare, vraisemblablement employée avec une grande parcimonie. Sachant que 800 *Tomahawks* américains ont été tirés lors d’*Iraqi Freedom*, et 110 dans la première nuit de l’intervention contre la Libye, la contribution de la Marine française sera-t-elle suffisante pour être prise au sérieux par les Etats-Uni

---

Chercheur au Laboratoire de recherche sur la défense (LRD) établi au sein de l’Institut français des relations internationales (Ifri). Auteur d’une étude en deux parties : « Vers la fin de la projection de forces ? I. La menace du déni d’accès », *Focus stratégique*, n° 20, avril 2010 (<http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=6020>) et « Vers la fin de la projection de forces ? II. Parades opérationnelles et perspectives politiques », *Focus stratégique*, n° 21, mai 2010 (<http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=6046>).

# Le Forbin rentre à Toulon suite à un problème de propulsion



**La frégate Forbin**  
crédits : MARINE NATIONALE

16/09/2011

La frégate de défense aérienne Forbin a été contrainte de regagner Toulon prématurément en raison d'un problème sur son appareil propulsif. Le bâtiment effectuait un stage de Remise à niveau opérationnel (RANO), consécutif aux changements d'équipage intervenu durant la période estivale (dont le commandant), lorsqu'un souci est intervenu sur l'une de ses deux lignes d'arbres. « La frégate a regagné le 13 septembre la base navale de Toulon, son port d'attache, pour une vérification technique sur son système de propulsion. Une analyse est actuellement en cours pour déterminer les origines de l'anomalie », explique la Marine nationale.

Les résultats des analyses, en cours dans le port varois, devraient permettre de connaître, dans les prochains jours, la nature de cette « anomalie » et les éventuelles interventions techniques permettant d'y remédier.

Construit par DCNS sur son site de Lorient, le Forbin est la première des quatre frégates franco-italiennes du programme Horizon. Admis au service actif en octobre 2010, ce bâtiment, long de 152.9 mètres pour un déplacement de 7000 tonnes en charge, est, avec son sistership le Chevalier Paul, la puissante frégate de la Marine nationale.

## La Foudre propre comme un sou neuf





**La Foudre après son arrêt technique estival**  
crédits : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE

14/09/2011

Après un passage aux bassins Vauban cet été, le transport de chalands de débarquement Foudre a rejoint les appontements Milhaud, dans la base navale de Toulon. Durant son arrêt technique, le bâtiment a bénéficié de diverses opérations de maintenance, ainsi que d'une très utile remise en peinture. Très active au premier semestre, la Foudre était, en effet, revenue d'Afrique en mai avec une coque marquée par de longues semaines de mer. On notera d'ailleurs que les travaux de peinture réalisés cet été l'ont été intégralement par l'équipage, avec le renfort, durant plusieurs semaines, de réservistes.

Nettement plus présentable, le TCD va accueillir, demain, la cérémonie de prise de commandement de la force maritime européenne (EUROMARFOR) par le vice-amiral d'escadre Xavier Magne, commandant la force d'action navale (ALFAN).

Le planning de la Foudre n'est pas connu mais son activité devrait être, sauf impératifs opérationnels, assez réduite dans les prochains mois. Le TCD achève, en effet, sa carrière au sein de la Marine nationale, son remplacement étant assuré par le Bâtiment de Projection et de Commandement Dixmude, arrivé à Toulon en juillet, qui doit être livré début 2012 après la mise au point de son système de combat et de son système d'armes.

Mise en service en 1990, la Foudre pourrait, néanmoins, connaître une seconde vie sous un autre pavillon, la France cherchant à la vendre (on parle du Brésil, de l'Argentine et surtout du Chili).

## **Dans la Lettre Iris: "Quittons l'Afghanistan sans honte"**



La Lettre défense de l'Iris n°2 est disponible (cliquer [ici](#) pour la lire sous format pdf).

Extraits de l'édito du rédacteur en chef, Philippe Migault:

"Nous sommes empêtrés en Afghanistan dans une guerre qui, Al-Qaïda détruite, aurait dû s'achever depuis longtemps. On ne gagne pas contre le terrorisme avec des canons et des avions. Renseignement, arrestations préventives, frappes ou raids ciblés sont la meilleure réponse.

Il faut maintenant en finir. Quittons l'Afghanistan sans honte : les troupes françaises ont admirablement combattu. Elles ne sont pas vaincues. Armons les héritiers de Massoud, mais ne négocions pas avec les Talibans. On ne discute pas avec les fanatiques. Il n'y a pas plus de Talibans modérés qu'il n'y avait de sympathiques Khmers rouges... Donner un statut d'interlocuteur à des hommes qui lapident leurs femmes, c'est encore donner raison à Ben Laden".

Son avis se situe dans la droite ligne de la thèse défendue par le général et préfet Christian Choquet (voir mon post du 4 septembre en cliquant [ici](#)). Certes on peut défendre l'idée que le "terrorisme n'est pas la guerre" mais que dire d'une insurrection? Depuis l'Algérie, on a trop souvent, pudiquement ou hypocritement, parlé d'"opérations de police" pour qualifier des actions offensives de nature foncièrement militaire.

## Vallée de Tagab: "c'est du un contre un"



L'AFP a mis en ligne ce matin un excellent reportage de Dominique Chabrol qui a rencontré sur la FOB Tora les soldats français qui combattent dans la zone verte de la vallée de Tagab. Là, la densité de la végétation estivale donne aux insurgés un couvert qui pénalise l'action des forces de l'ISAF. Ce qui ressort des propos des militaires qui témoignent, c'est l'âpreté des combats, l'agressivité des insurgés et l'imbrication des



## **combattants dans les jardins, ruelles et compounds de la zone verte. Voici donc cette dépêche dans son intégralité.**

BASE DE TORA (Afghanistan), 16 sept 2011 (AFP) - Combats à très courte distance, à l'arme automatique ou à la grenade : les soldats français en Afghanistan affrontent quotidiennement les insurgés en "zone verte", une bande végétale le long de la vallée de Tagab où l'insurrection accentue sa pression.

En trois mois, les hommes du sous-groupe "Saphir" sont devenus des spécialistes. Depuis leur déploiement début juin dans cette zone du sud de la Kapisa (est), ils ont déjà affronté les rebelles une trentaine de fois.

"Des accrochages de 30 minutes à sept ou huit heures d'affilée", précise Laurent, le capitaine qui commande l'unité. Des combats à quelques mètres seulement de l'adversaire, au milieu des habitations.

Rocailleuse et pelée l'hiver, la vallée de Tagab se couvre d'une épaisse couverture végétale l'été et offre des conditions idéales aux insurgés. Un rideau de buissons à hauteur d'homme, de champs de maïs et d'arbres fruitiers, de quelques dizaines de mètres à un kilomètre de largeur. "Très vite, on a senti une présence plus importante des insurgés dans la zone. C'est une bande continue, avec des habitations en chapelet, ça s'apparente à une zone urbaine", relève le jeune capitaine.

Les rebelles peuvent s'y cacher, s'y ravitailler, et harcèlent les soldats de l'Otan qui multiplient les opérations conjointes avec l'armée nationale afghane (ANA) dans le secteur, à la recherche de caches d'armes.

"On a eu des combats qui se sont déroulés à deux mètres, dans des ruelles très étroites", confirme le colonel Lionel Jeand'heur, qui commande le contingent d'un millier de soldats français sur la base de Tora.

Le 14 août, un chef de section de "Saphir" a été tué par un tir direct lors d'une mission d'appui à l'armée afghane.

Le groupe compte 182 hommes équipés d'une trentaine de véhicules. Mais les blindés n'entrent pas en "zone verte" où les soldats combattent à pied.

"Localement, c'est du un contre un", souligne le capitaine Assad, un officier aguerri d'une trentaine d'années, habitué des missions en Afghanistan. Fin juin, il a mené une contre-attaque à la grenade pour soutenir une section de soldats français isolée dans un "compound", une habitation fortifiée, que des rebelles tentaient d'encercler.

Les insurgés agissent par petits groupes de quatre ou cinq, équipés de Kalachnikov ou de lance-roquettes.

"En Kapisa, l'insurrection est une organisation hiérarchisée, avec des capacités de manoeuvrer, de se ravitailler, de se renforcer", note un autre colonel, le "chef opérations" du GTIA, groupe tactique interarmes français formé majoritairement des soldats du 152e régiment d'infanterie de Colmar.

En cas d'accrochage, les hommes au sol peuvent compter sur le soutien des hélicoptères Tigre et Gazelle basés à Kaboul, capables d'intervenir en quelques minutes. Avec pour les pilotes la hantise du tir fratricide et des dégâts collatéraux, dans une zone où les insurgés et la population sont imbriqués.

"L'hiver, on pourrait croire qu'on se bat quelque part en Europe. L'été, c'est du combat en zone urbaine, au milieu de la jungle, sous un climat tropical, à 1.600 mètres d'altitude", résume le colonel Jeand'heur.

Casque sur la tête et gilet pare-balles, les soldats doivent "encaisser la chaleur", avec des températures de près de 45 degrés au plus fort de l'été.

"Ca fait de la charge en plus", dit le capitaine Assad. Avec le fusil, les munitions et les réserves d'eau pour tenir le coup, ils partent affronter les talibans sur leur terrain avec une cinquantaine de kilos sur le dos.

# Une ABS pour filer droit

[Olivier Fourt \(RFI\)](#) est allé à la rencontre des instructeurs français de l'armour branch school (ABS) de Pol-e-Charki. C'est là que l'ANA est en train de mettre sur pied un embryon de QRF blindée. Comme on est en Afghanistan, il y a évidemment quelques contractors qui traînent par là -il y en a même un qui cause dans le poste-. On découvre aussi leur matériel : un MRAP, l'ASV, dont la fabrication coûtera au total 650 M\$.

Comme ce sont les Etats-Unis qui paient, ce sont aussi eux qui fabriquent : l'ASV, qui coûterait 900.000 dollars pièce et fabriqué chez Textron, en Louisiane.

L'ASV a un faux air de VBRG, pour une masse de plus de 16 tonnes.

Comme tout progrès en Afghanistan, il a aussi son corollaire, en terme de recul : le MCO n'est assuré que trois ans, explique Olivier Fourt. Au-delà...

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/11/2011 06:55:00 PM](#)

## Chaleur et lumière (suite)

Alors que les journalistes qui rentrent d'Afghanistan décrivent une situation qui se détériore, l'EMA a apparemment tenu à démontrer que les actions et la détermination, elles, ne faiblissent pas. Une vidéo enregistrée par un Tigre a été diffusée ce matin, pendant le très feutré point presse hebdomadaire du ministère, ce qui n'arrive jamais ou presque. Dans le court extrait proposé, on voyait un compound scruté par l'optronique de l'hélicoptère, puis après les procédures de vérifications d'usage, la destruction de deux véhicules soupçonnés de contenir des composants d'IED.

Dans la lumière verte de l'optronique du Tigre, difficile de l'affirmer, mais des témoignages de deux opérations de ce type avaient déjà été révélés, en août, dans l'hebdomadaire Air&Cosmos. Selon la version de l'EMA, deux véhicules ont été ciblés simultanément par un Tigre et une Gazelle en juin, et deux autres en août.

Ce même mois, on estimait qu'au moins quatre à cinq suicide bombers cherchaient des cibles, rien qu'en Kapisa.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/15/2011](#)

## Le DGGN a passé la semaine en Afghanistan



Le **DGGN** a passé la semaine en Afghanistan, où opèrent environ 200 gendarmes français, dans des tâches d'appui à la **TFLF**, ainsi qu'en POMLT et en instruction (1). On ignore son emploi du temps précis, néanmoins, on peut penser qu'il a pu croiser des représentants de ces trois grandes fonctions. La France entend pouvoir encore plus développer le soutien apporté à la police afghane, alors qu'elle a aussi annoncé le début du retrait de ses moyens militaires.

Le DGGN n'est pas le premier général de gendarmerie à aller au devant des gendarmes, en Afghanistan : le général **Denis Favier** y avait passé du temps, il y a quelques semaines.

Plusieurs gendarmes ont été blessés [par l'explosion d'un IED, en Wardak, le mois dernier.](#)

(1) le prochain hors-série de RAIDS consacré à 10 ans d'Afghanistan illustrera ces différentes dimensions, notamment celle, cruciale, d'un technicien d'identification criminelle oeuvrant au sein d'une équipe WIT, à Bagram.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/16/2011](#)

## Saint-Astier, POMLT city

Déjà centre reconnu en Europe pour la formation au maintien de l'ordre, Saint-Astier accueillera le mois prochain des gendarmes européens se préparant à assurer des mandats de POMLT en Afghanistan. On attend notamment une centaine de néerlandais, une POMLT balte et une POMLT lyonnaise. Des Espagnols, Polonais, Italiens, et bien sûr, des Français ayant déjà effectué un mandat POMLT leur serviront de mentors.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/12/2011 02:48:00 PM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

## C'est dans les vieux pots...

L'hebdomadaire Air&Cosmos l'affirme : aucun Javelin n'a été tiré en Afghanistan depuis son arrivée sur place, à l'été. Les occasions d'utiliser cette arme, présentée comme une relative panacée, n'ont pourtant pas manqué. Mais comme l'explique le journal, le système aurait du mal à accrocher ses cibles, et ses batteries seraient limitées. Des éléments très étonnants, étant donné le temps qui a été pris à acquérir cette arme. On n'imagine pas que d'autres utilisateurs de cette arme (britanniques) auraient pu oublier de nous le dire. L'achat des Javelin a divisé dans l'armée de terre, son concurrent israélien (Spike) avait aussi nombre de partisans.

Dans l'intervalle, par contre, on aurait tiré des vieux Hot et Milan, qui se seraient avérés plutôt efficaces, [comme on l'écrivait ici hier encore](#).

D'autres sources évoquent un nombre insuffisant de missiles Javelin, d'où une forme de réflexe à le garder peut-être pour des cibles valorisées. Le missile est, de fait, aussi, beaucoup plus cher que le Milan.

L'achat des Javelin, un long serpent de mer, aura coûté 76 M\$.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/16/2011](#)

## Décidément, le Javelin fâché

[En réaction à mon post sur le Javelin](#), l'état-major de l'armée de terre, qui a acheté cette arme, me transmet les éléments suivants. C'est un exercice assez convenu, aussi ai-je accompagné ces transmissions, mises entre guillemets et en italique, de quelques éléments supplémentaires, que j'ai mis en gras.

*"Le non-emploi de ces missiles depuis leur projection s'explique par le fait que l'essentiel des combats se déroule en zone verte et que les distances entre les troupes françaises et afghanes et les insurgés lors des contacts sont de quelques dizaines de mètres".* **Il faut donc comprendre de cette explication que le Javelin n'a pas le droit d'être tiré dans les zones vertes (les insurgés vont se féliciter de cet aveu), alors que le Milan, un missile de quarante ans d'âge, lui, peut le faire. L'argument de la zone verte est un faux argument : la preuve, très régulièrement, des tirs d'infanterie à longue distance y sont menés par des modes d'action diversifiés (1). On en revient à la difficulté de l'autodirecteur du missile Javelin à accrocher des cibles humaines. L'insurgé afghan n'est pas, mais on le sait déjà, aussi collaboratif que le T-72.**

L'EMAT ajoute : *"Ce missile n'a en outre pas de problème de batteries"*. **Et si : la brièveté de leur fonctionnement, ce qui pour un opérateur, est un vrai problème. Surtout quand les batteries sont, comme les missiles, en nombre limité.**

Je suis en outre assez troublé que la communication de l'armée de terre réponde à des informations factuelles que se déroulent en Afghanistan, la règle étant que c'est l'EMA qui a la main sur la communication opérationnelle. Dans la période de schizophrénie que nous vivons depuis quelques mois dans la communication des armées, plus rien ne m'étonne.

(1) on peut même rappeler que les tirs en zone verte n'avaient pas la moindre limitation le mois dernier, quand [des légionnaires ont été pris sous le feu de leurs propres appuis, avec la mort de l'un d'eux, et les blessures infligées à plusieurs autres](#). C'était bien, comme on l'a su par la suite, en zone verte, avec sans doute très peu de distance avec les insurgés.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/17/2011](#)

## Rien ne se perd, tout se récupère





Il y a déjà douze ans, la marine avait tiré des missiles AS30L sur les dernières casemates serbes, [épisode conté et largement illustré dans le hors-série de RAIDS consacré aux 100 ans de l'aéronavale](#). Voilà la photo que l'on peut trouver sur le Facebook de la marine, dans une galerie illustrant l'opération Harmattan... en 2011.

Une photo qui ne remonte pas au Kosovo : on reconnaît un SEM au dernier standard, et le pont du PACDG, caractéristique. Une photo inédite qui, apparemment, est passée entre les griffes de la censure puisqu'on y voit un AS30L, une arme qui, officiellement en tout cas, ne sert plus, et n'a donc, de ce fait, pas été utilisée.

De fait, vu que ça ne sert plus, c'est bien moins cher qu'un Scalp-EG, missile dont la marine n'a, de surcroît, reçu que 50 exemplaires, dont quelques uns ont été tirés en Libye.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/14/2011 09:30:00 PM](#)

## **[Dernier adieu au CNE Valéry Tholy... et un énorme oubli](#)**

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/ceremonie-d-hommage-au-capitaine-valery-tholy>



L'armée de terre et le **17<sup>e</sup> RGP** ont dit un dernier adieu à leur frère d'armes, le CNE **Valéry Tholy** (photos 17<sup>e</sup> RGP). [Cet officier du GCP](#) du 17<sup>e</sup> RGP a été tué en Kapisa le 7 septembre dernier. Il était, apprend-on dans le discours du ministre, fils d'un sergent-chef du génie.

M. **Gérard Longuet**, ministre de la Défense et des anciens combattants, a présidé jeudi 15 septembre, à Montauban, la cérémonie d'hommage au capitaine Tholy, du **17<sup>e</sup> RGP**. Le général d'armée **Bertrand Ract-Madoux**, chef d'État-major de l'armée de Terre (CEMAT), ainsi que de nombreuses autorités, étaient à ses côtés pour saluer la mémoire de cet officier, mort pour la France en Afghanistan le 7 septembre 2011.

« Que les plus jeunes prennent conscience de la gravité et de la beauté de cet engagement, qu'ils se souviennent de ce qu'ils doivent à ces indéfectibles serviteurs de la Nation, à ces hommes d'honneur comme l'était le capitaine Tholy » a déclaré monsieur Gérard Longuet, ministre de la Défense et des anciens combattants.

# Un Français tué dans les rangs de l'armée américaine en Afghanistan



## Une information parue dans les éditions normandes d'Ouest-France

Ancien patron de bar à Caen, Christophe Marquis, 40 ans, s'était engagé dans l'armée américaine. Il a été tué en Afghanistan.

"L'ancien patron du bar à vin « Vert Bouteille » de la rue Écuyère à Caen, a été blessé grièvement le 27 août dernier, victime à 40 ans d'un attentat suicide dans la région de Kandahar en Afghanistan. Il est décédé quelques jours plus tard, le 4 septembre, à Landstuhl en Allemagne où il avait été rapatrié pour être soigné. Il faisait partie d'une brigade de combat de la 25e division d'infanterie de Fort Wainwright en Alaska. Son régiment a été envoyé en Afghanistan en avril.

Christophe Marquis est originaire de la région de Strasbourg. À 18 ans, il s'est engagé dans l'armée française pour une durée de cinq ans. Ensuite, il devient barman à Caen au « Café latin ». Il prend le tablier de patron, plusieurs années de suite, du bar à vin « Vert Bouteille », à Caen. « C'était un patron énergique et décidé. Sympa. La déco était superbe, mariant l'ancien et le moderne » se souvient une fidèle cliente.

C'est à l'occasion d'une visite à sa soeur Magali en Virginie que Christophe Marquis décide de vivre aux États-Unis. Il ouvre en 2008 un café : « Le 502 Sports café » à Tampa en Floride. Il se marie en septembre 2009, sept mois avant de s'engager dans l'armée américaine. Un engagement « pour la sécurité sociale et la chance d'avoir une maison » disait-il. Il ne sera pas au premier anniversaire de son fils Christopher. Le couple voulait un deuxième enfant.

Ses funérailles auront lieu le 17 septembre à Tampa. Son épouse Brittany est venue à Strasbourg pour accompagner la famille de son époux à une cérémonie funéraire."

**Actualisation.** Un hommage a été publiée sur la page Facebook de la Warhorse Brigade (cliquer [ici](#) pour y accéder). Le texte comporte une erreur. Christophe Marquis n'a pas servi dans la Légion mais il a passé 5 ans au 21e Régiment d'Infanterie de Marine, basé à Fréjus. Il y est parvenu au grade de sergent.

Le texte précise qu'il était titulaire du National Defense Service Ribbon, de la Global War on Terrorism Service Medal et de la Afghan Campaign Medal. A titre posthume, il a reçu la Bronze Star, la Purple Heart et Combat Infantryman Badge.

14.09.2011

## Libye: pas de troupes au sol mais 160 CRS

L'Elysée reste muet. Un voyage présidentiel en Libye ne serait qu'une "option". Quoi qu'il en soit, au cas où l'"option" serait retenue, la République aurait pris les devants et envoyé plusieurs dizaines de CRS en Libye, pays où Nicolas Sarkozy pourrait faire un saut jeudi.

Cent soixante policiers, en majorité des CRS, tous volontaires, seraient en partance pour une mission de "sécurisation" à Tripoli. Une mission équivalente, à Benghazi, ne serait pas non plus exclue.

Selon l'AFP, deux vols distincts étaient prévus au départ de France aujourd'hui en fin d'après-midi, les policiers ayant reçu pour consignes d'être en civil --"pantalon jean, pas de treillis, des chaussures souples" - et d'avoir pour bagage un sac à dos contenant notamment "trois litres d'eau, une ration de combat, six barres de céréales".

Les instructions, toujours selon les sources policières citées par l'AFP, mentionnaient que les fonctionnaires ne devaient pas être munis de carte professionnelle, ni d'appareil photo ou de téléphone portable mais d'un gilet pare-balles.

Les policiers auront la charge de sécuriser notamment un hôtel, un hôpital et un troisième point de passage à Tripoli. Un avion de fret devait transporter les "armes de service" qui seront prises en charge par le Raid, l'unité d'élite de la police, également sur place en Libye.

## Un aviateur parle (enfin)

C'est en temps que n°2 des opérations de l'OTAN à Poggio Renatico (Italie) que le général français **Vincent Tesnière** s'est exprimé ce matin devant quelques journalistes, d'où une liberté de ton qu'en France, on n'a plus vraiment l'habitude d'entendre. Ce général, basé normalement à Izmir (Turquie) a très vite embarqué dans les opérations, [comme ce blog l'avait signalé à l'époque](#).

L'officier a expliqué comment l'Alliance avait progressé dans les délais, passant de trois jours entre l'autorisation de frapper une cible stratégique, et la destruction, à seulement deux-trois heures. Au niveau tactique, le délai est passé assez rapidement à moins d'une heure, quand ce n'était pas une poignée de seconde, comme les Mirage 2000D l'ont montré, le 19 mars, passé 17h30.

Le général Tesnière a aussi invoqué l'importance des drones armés, importance qui n'a apparemment pas vraiment raisonné, jusqu'à maintenant, vers Paris. "Avec 30-40 drones armés", la guerre aurait pu être menée sans difficulté. Là où les caveats des uns et les cris d'offraie des autres ont considérablement complexifié les taskings.

Ce n'est plus un scoop, mais c'est utile de le redire, malgré deux entreprises qui s'affirment comme des champions du sujet, l'optronique embarquée est inadaptée aux opérations modernes. Le nombre d'erreurs est resté modéré -de l'ordre de 2 pour mille- néanmoins, l'optronique est bien au coeur de ces erreurs. Il y a donc urgence à faire évoluer cette carence capacitaire.



Sans parler, même, du remplacement de nos tankers, dont la flotte future sera réduite de 14 à 11 - si elle est bien modernisée-. Or, constate-t-on, sur la trentaine de ravitailleurs en vol, "les quatre-vingt-cinquièmes sont fournis par les Etats-Unis". Et parfois, les FAS, qui ont beaucoup donné depuis 1964 avec les mêmes avions (1), ne peuvent apporter qu'un tanker par jour.

Pas besoin d'avoir fait l'école de l'Air pour savoir que c'est le nombre de tankers disponibles qui fixent le rythme et le volume d'une campagne, et non le nombre de chasseurs, contrairement à ce qu'on croit souvent. Sans ces précieux tankers américains, Unified Protector n'aurait pas pu se poursuivre, dès le mois d'avril. §A l'époque, il n'était pas question d'installer le moindre avion en Libye. Même aujourd'hui, il n'est pas question de le faire : les terrains ne sont tout simplement "pas assez sûrs".

On imagine d'autant mieux le casse tête pour les sécurités française et britannique qui faisaient poser, ce matin, des avions gouvernementaux à Tripoli...

(1) franchement, quel ministre irait au travail dans une DS de 1964 (donc non blindée, en plus...) ?

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/15/2011](#)

## Des OI aussi en Libye

Grande utilisatrice des opérations d'information en Afghanistan (1), la France ne semble pas avoir été en pointe en Libye. C'est, en fait, au niveau de l'OTAN que l'affaire a été gérée.

Les opérations d'information ne veulent pas dire que les militaires trouvent utile d'expliquer leur travail aux journalistes et les accueillent sur leurs bases ou leurs bateaux (c'est tout le contraire...) mais qu'on utilise des moyens diversifiés pour agir sur les perceptions de l'adversaire et de la population pour les retourner comme des crêpes.

Le général Vincent Tesnière, n°2 à Poggio Renatico, l'a bien expliqué hier, la difficulté en Libye était bien d'identifier l'adversaire. N'empêche, comme il l'a lui-même reconnu, l'Alliance a eu recours à des bombardements des tracts, et des diffusions d'émissions (radio, voire peut-être télévisées). Des actions sur les réseaux sociaux, le basique OTAN qu'on apprend désormais même aux officiers communication lors de stages OTAN en Allemagne, ont également sans doute fait partie du package.

Même si cela peut prêter à sourire, ces OI ont leur importance car elles accompagnent l'usage de la force, l'expliquent, et contribuent, au moins, à semer le doute.

Evidemment, on ne voit plus trop le rapport avec la résolution de l'ONU, car un tract n'a jamais protégé une population. Sauf si les tracts en question expliquaient par exemple à la population qu'il valait mieux éviter de rester à côté des batteries d'artillerie, en badauds, car elles finiraient par être détruites.

(1) rappelons, entre autres, la radio montée par la Task Force La Fayette à Nijrab, et des 4x3 qui ont fleuri en Kapisa. [Ce blog a déjà écrit sur ce sujet un peu tabou chez nous, ou presque.](#)

11.09.2011

# Coopération franco-britannique: it's a long way....

L'accord franco-britannique de coopération en matière de défense signé le 2 novembre 2010 n'en finit pas de me faire sourire (au risque que Gérard Longuet m'accuse de « dénigrement »).

Les Britanniques ont une conception très insulaire du « *win win* » (les déclarations de Bernard Gray, l'équivalent britannique du délégué général à l'armement, à Rennes, lors des Universités d'été de la Défense, n'ont pas été de nature à clarifier les aspects concrets de cet accord et ont convaincu de l'opportunité britannique dans ce domaine). Et les Français, tout en louant les effets positifs de la mutualisation, parlent à l'envie de « souveraineté » et de « *lead nation* » (ces termes sont d'ailleurs fréquemment revenus à Rennes). Si bien qu'on est tenté de rappeler les déclarations éclairées du secrétaire d'Etat allemand à la Défense, lors de ces mêmes Universités, Stéphane Beemelmans ayant alors raillé le manque de « franchise » de certains Européens.

Illustration des difficultés à faire vivre cet accord, avec la réponse du ministre français de la Défense à une question posée le 12 juillet par le député UMP François Cornut-Gentille. L'accord de coopération prévoit notamment l'examen d'un partage des capacités excédentaires de ravitaillement en vol qui pourraient être mises à disposition dans le cadre du programme britannique FSTA (*Future Strategic Tanker Aircraft*) pour répondre aux besoins français. Le député PS a demandé au ministre de préciser l'avancée de cet examen et d'indiquer le calendrier envisagé pour ce partage capacitaire.

Le texte de la réponse a été publiée au JO du 6 septembre:

« La Grande-Bretagne a signé, en 2008, un contrat de partenariat public-privé d'une durée de vingt-sept ans avec la société Air Tanker. Ce contrat prévoit l'acquisition d'une flotte de 14 avions ravitailleurs entre 2011 et 2015. Cinq d'entre eux seront mis à la disposition d'Air Tanker pour être loués à des compagnies aériennes britanniques, ces appareils n'étant équipés du dispositif de ravitaillement en vol qu'en cas de nécessité.

La réduction du format de l'aviation de combat du Royaume-Uni ainsi que les fortes contraintes budgétaires pesant sur le ministère de la défense britannique ont conduit ce dernier à envisager de partager la charge financière de ce contrat avec la France, en lui proposant la vente d'heures de vol.

Les offres britanniques les plus récentes font toutefois apparaître des coûts horaires très supérieurs aux coûts d'exploitation des flottes françaises de C 135 et d'Airbus. De plus, les aéronefs de la société Air Tanker n'apparaissent pas en mesure de ravitailler les systèmes de détection et de commandement aéroporté (AWCS) français, ni les avions de combat d'origine américaine avec lesquels l'aviation de combat française mène conjointement de fréquentes opérations au niveau international.

Dans ce contexte, les 5 Airbus militaires de transport de passagers et les 14 avions ravitailleurs C 135 français seront remplacés par les 14 avions multirôles de ravitaillement en vol et de transport, dont la première livraison est prévue en 2017 (*ndla :notons le report régulier de la décision de passer commande*). Durant la période transitoire, l'ensemble de la flotte des aéronefs ravitailleurs français sera maintenu en service, grâce à la rénovation de leur instrumentation de vol, rendant inapproprié l'achat d'heures de ravitaillement en vol à la

Grande-Bretagne. En revanche, dans le cadre de la mission de transport stratégique, ainsi que le ministère de la défense et des anciens combattants l'a indiqué à son homologue britannique, une mise en compétition de l'offre du Royaume-Uni avec les autres offres commerciales enregistrées pourra être envisagée en 2015, année au cours de laquelle prend fin le contrat liant la France à la société portugaise TAP pour la location de 2 Airbus A340 ». No comment

# Les guerres « à crédit » des USA ont nui à sa sécurité, dit Stiglitz

Publié le 12 septembre 2011 par [Nicolas Gros-Verheyde](#)

(BRUXELLES<sup>2</sup>) Le prix Nobel de l'Economie, Joseph Stiglitz, charge – stylo et calculatrice au clair – sur la politique américaine suivie après les attentats de 2001. C'est sur le site de Project Syndicate. L'Irak comme l'Afghanistan ont été « *la première guerre de l'histoire entièrement payée à crédit* ». La guerre en Irak va « *au-delà des 60 milliards de dollars revendiqués au début* ». « *Les dépenses directes du gouvernement dans ces guerres s'élèvent à présent à environ 2000 milliards de dollars – 17000 \$ par ménage Us – sans compter les factures à venir qui vont augmenter ce montant de plus de 50%.* »

## Une génération d'anciens combattants

Il faut, en effet, ajouter les coûts futurs. Les guerres enclenchées par les Etats-Unis depuis 2001 (Irak, Afghanistan...) couteront, rien qu'en prestations d'invalidité et des soins de santé à venir, « *entre 600 et 900 milliards de dollars* ». « *Près de 50% des troupes de retour sont admissibles à recevoir un certain niveau de prestations d'invalidité* » selon le professeur à l'Université Columbia. Et « *plus de 600.000 soldats sont traités jusqu'ici dans les installations médicales des vétérans* ». Sans compter les coûts sociaux, tels « *que les suicides des vétérans (qui ont dépassé 18 par jour ces dernières années)* ».

## La guerre cause du déficit

Pour Stiglitz c'est clair. Les deux menaces « *pour l'avenir* » auxquelles fait face l'Amérique — le chômage et le déficit — « *peuvent dans une large mesure être imputés aux guerres en Afghanistan et en Irak. (...) L'augmentation des dépenses militaires, liée aux réductions fiscales de Bush, est une des principales raisons pour lesquelles l'Amérique est passée d'un excédent budgétaire de 2% du PIB quand Bush a été élu, à un déficit et à l'état précaire de la dette actuelle.* »

## La sécurité de l'Amérique sapée

Au final, pour le prix Nobel, « *les guerres ont sapé la sécurité de l'Amérique (et du monde), à nouveau d'une façon que Ben Laden n'aurait pas pu imaginer. (...) Le fait d'avoir fixé des objectifs militaires trop hauts a conduit à la nervosité prévisible sur l'utilisation de la puissance militaire, ainsi que la connaissance de cette menace par d'autres ont contribué à l'affaiblissement de la* »

*sécurité de l'Amérique. Mais la force réelle de l'Amérique, plus que sa puissance militaire et économique, est son «soft power», son autorité morale. Et cela, aussi a été affaibli. »*

*Un point de vue qui pourra être sans doute nuancé et détaillé mais qui a le mérite selon moi de mettre le doigt sur un phénomène de société souvent passé sous silence, l'apparition d'une nouvelle génération d'anciens combattants aux USA mais aussi au Royaume-Uni, les plus engagés dans ces opérations. Mais dans une moindre mesure, tous les pays de l'Europe continentale sont concernés.*

Lire ici sur [Projet Syndicate](#)

## **Merci Renault Trucks !**



*Un VAB en maintenance en Kapisa (crédit : Jean-Marc Tanguy).*

Il est vrai que cela n'intéresse plus personne, ou presque. Grâce à un communiqué de presse de Renault Trucks, on apprend que le ministère a notifié le mois dernier un contrat de protection des VAB postés en Afghanistan. C'est sans doute le montant modeste qui fait que la nouvelle a réussi à passer entre les différents services de com' du ministère sans qu'aucun ne réussisse à l'évoquer (1).

Selon l'industriel, "plusieurs centaines" (ce n'est donc pas rien) de kits de production doivent être livrés pour mieux sécuriser les VAB contre les tirs de RPG et les IED. Un VAB a été touché, en juillet, par un tir de ce type, plusieurs occupants étant blessés, et encore en août, cinq gendarmes ont été blessés par un IED, dans leur VAB, qui roulait vers le Wardak. La STAT avait, très tôt, recommandé l'intégration de ces kits qui offrent de bien meilleures garanties de survie.

Les kits seront intégrés localement, précise aussi l'industriel qui avait déjà décroché un contrat pour une centaine de véhicules, en novembre dernier.

Les kits sont produits à Limoges, et comprennent des renforts de suspensions, des surblindages, un déflecteur en V sous le ventre, des sièges suspendus et des supports pour armement.

Plus de 400 véhicules blindés, majoritairement des VAB, opèreraient en Afghanistan. Depuis 2007, plusieurs dizaines ont été accidentés, ou frappés par des tirs d'IED et de RPG. Le chiffre



exact, plusieurs fois demandé, reste secret.

(1) en juin, il avait fallu attendre près de trois semaines pour que le tir d'un MDCN -un succès- bénéficie d'un communiqué de presse. On peut imaginer le temps que cela prend en cas d'échec.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/15/2011](#)

# Le PRS de Galileo, un service très réservé. Son règlement adopté

Publié le 14 septembre 2011 par Nicolas Gros-Verheyde

(BRUXELLES2 à Strasbourg) Alors que les deux premiers satellites de Galileo, le GPS européen, doivent être lancés le 20 octobre prochain, le Parlement européen a adopté, mardi (\*), un pan important du système européen de navigation par satellite pour les applications les plus stratégiques, j'ai nommé : le service public réglementé (ou PRS). Ce règlement devrait être en place à la mi-octobre. Tandis que la mise en oeuvre opérationnelle de Galileo est prévue de façon échelonnée à partir de 2014. Galileo offre cinq services distincts: ouvert, commercial, sécurisé, recherche et sauvetage et le service public réglementé (PRS).

## Des caractéristiques particulières

Le PRS sera proposé dès 2014 avec des caractéristiques très particulières. Offrant des signaux puissants et cryptés, il est adapté aux services qui « *exigent de la solidité et une fiabilité absolue* », selon les attendus de ce règlement. Il est en effet « *à la fois le plus sécurisé et le plus sensible* » et devra « *assurer, au profit de ses usagers, une continuité de service même dans les situations de crise les plus graves.* » En clair, des applications sensibles comme la protection des infrastructures critiques, la police, la défense, la sécurité et les services d'urgence. Eh oui... rien n'interdit à ce que le GPS européen, Galileo, ait des utilisations en matière de défense. Au contraire. Même si cela reste un « *système civil sous contrôle civil* », c'est-à-dire « *réalisé selon des normes civiles à partir d'exigences civiles et sous le contrôle des institutions de l'Union* ».

## Un service très réservé

Le PRS ne sera pas ouvert à tous. Il sera « *strictement réservé* » à quelques utilisateurs. Les États membres, le Conseil, la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) pourront y avoir accès « *de façon discrétionnaire et de manière illimitée et ininterrompue dans toutes les parties du monde* ». Chaque État membre pourra être en mesure de décider souverainement « *quels sont les utilisateurs du PRS autorisés et quelles sont les utilisations qui en découlent, y compris celles liées à la sécurité, en conformité avec des normes minimales communes* ». Il désignera alors une Autorité PRS responsable pour la gestion et la supervision de tous les usagers autorisés. La fabrication des récepteurs nécessitera une

autorisation européenne, alors que les exportations d'équipements et de technologie seront soumises à des prescriptions strictes.

## Conditions d'utilisation

La réglementation fait une distinction claire entre les participants, tels que les États membres, le Conseil, la Commission (ainsi que les agences de l'UE, les États tiers et les organisations internationales) et les usagers du PRS, tels que les entreprises, autorités et personnes physiques autorisées par les participants à développer, à détenir ou à utiliser les récepteurs. Les usagers devront respecter des impératifs de sécurité et appliquer des clés de chiffrement lors de l'utilisation.

Concernant la tarification, sujet délicat, une solution de compromis a été trouvée, la Commission est chargée « *d'analyser s'il serait judicieux de mettre en place une politique de tarification pour le PRS, y compris pour les pays tiers et les organisations internationales, et de faire rapport au Parlement européen et au Conseil* ».

## Les accords avec les pays tiers sous condition

Un État tiers ou une organisation internationale ne pourra devenir un usager du PRS que sous trois conditions :

- un accord sur la sécurité des informations définissant le cadre d'échange et de protection des informations classifiées qui offre un degré de protection au moins équivalent à celui des États membres;
- un accord fixant les conditions et modalités de l'accès au PRS par cet État tiers ou cette organisation internationale. Cet accord pourrait notamment porter sur la fabrication, à certaines conditions, de récepteurs PRS, à l'exclusion des modules de sécurité ;
- le respect de certaines conditions. Ces accords devraient « *être négociés en tenant pleinement compte de l'importance du respect de la démocratie, de l'État de droit, de l'universalité et de l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de la liberté de pensée, de conscience, de religion, d'expression et d'information, de la dignité de la personne humaine, des principes d'égalité et de solidarité ainsi que de ceux consacrés par la Charte des Nations unies et le droit international.* »
- (\*) Rapport adopté à une large majorité : 556 voix pour, 71 contre et 30 abstentions.

# Otages d'Arlit: un an de captivité pour quatre Français



Quatre Français sont aux mains des terroristes d'Aqmi depuis un an.

Ils font partie d'un groupe de sept expatriés enlevés dans la nuit du 15 au 16 septembre 2010, sur le site minier d'Arlit (voir la carte ci-contre), dans le nord du Niger, par un commando d'Al-Qaida au Maghreb Islamique. Le site d'Arlit (une mine d'uranium) est exploité par Areva qui en fait assurer la sécurité par des troupes nigériennes et la société française Epée.

Le 24 février, trois des sept otages ont été libérés par leurs ravisseurs qui exigent le retrait des troupes françaises d'Afghanistan (pour lire mon post du 19 novembre, cliquer [ici](#)). Il s'agit de Françoise Larribe (Française), Jean-Claude Rakotoarilalao (Malgache) et Alex Awando (Togolais).

Quatre Français restent actuellement aux mains d'Aqmi:

- Daniel Larribe, 59 ans, époux de Françoise Larribe et ingénieur d'Areva,
- Thierry Dol, ingénieur de 29 ans travaillant pour un sous-traitant d'Areva, originaire de la Martinique,
- Pierre Legrand, 26 ans, originaire de Couffé en Loire-Atlantique et qui travaille pour une filiale de Vinci
- Marc Ferret, 43 ans, un salarié du groupe Vinci au Niger qui réside à Madagascar.

La dernière preuve de vie, une vidéo des quatre otages, remonte à avril. Fin août, un négociateur nigérien a assuré que les otages se portaient bien, sans donner plus de détails.

Les proches des otages ont publié, en début de semaine, un communiqué (cliquer [ici](#) pour le lire dans son intégralité) où ils expliquent préférer garder le silence pour "ne pas compromettre les chances d'aboutir à une issue heureuse".

## **L'Europe de la Défense et les opinions publiques. Le cas du Royaume-Uni**



(BRUXELLES2) Cet ouvrage va bien au-delà de son titre qui peut penser que cet ouvrage est limité à une seule analyse. C'est en fait un inventaire de ceux qui font (ou ne font pas) la politique européenne de sécurité et de défense commune — les institutions européennes, les parlements (européen, national), les partis politiques, les think tanks — et de l'impact dans les diverses opinions publiques ou dans la presse en Belgique, en Allemagne, au Royaume-Uni, en France... sans oublier les valeurs, les outils de communication ou les « grands enjeux de la PesSDC » (dernier chapitre que votre serviteur a livré en propos introductif). Parmi les différents aspects, je ne saurais que conseiller à ceux intéressés par la politique du Royaume-Uni de lire le chapitre rédigé par Arthur Minsat, doctorant à la London School of Economics, consacré à l'opinion publique britannique.

### **Une opinion eurosceptique par nature**

Les Britanniques « *font partie des trois seuls peuples qui, en automne 2007, ne souhaitent pas partager leurs compétences en matière de défense nationale avec l'UE* ». Ils ne sont que 40%, le second niveau le plus bas derrière... les Finlandais (à 26%). Mais ce serait un raccourci de croire que c'est une hostilité dirigée contre un corpus particulier. Il faut la situer dans le « *contexte d'une culture sécuritaire propre au Royaume-Uni. Traditionnellement les Britanniques privilégient leur indépendance militaire et diplomatique envers d'autres puissances et organisations internationales, cristallisée par le terme de « Self-reliance* ». »

Un « Souci de soi » qui explique que le Royaume-Uni fait partie d'organisations et d'alliances « qui sont parfois en concurrence l'une avec l'autre ». Et un scepticisme qui ne se manifeste pas qu'à l'égard de l'UE. Ainsi en 1983, 70% du public britannique avait peu ou pas confiance envers les Etats-Unis. Ce scepticisme n'a pas empêché certains gouvernements de passer outre son opinion publique, comme le relate l'auteur, avec la décision de Tony Blair d'intervenir en Irak (contre son opinion publique, 70% des citoyens britanniques étaient contre) ou en faveur de l'européanisation de la politique de défense, consacrée à Saint-Malo en 1998. (Et on pourrait en dire autant de la décision de D. Cameron de passer un accord de coopération avec la France).



A la chambre, le débat continue de se « focaliser sur la question de la réelle complémentarité entre PESC et OTAN », avec des opinions tranchées. D'un côté, le parti travailliste qui soutient (de plus en plus discrètement en ces temps de crise) « l'idée que la PESC n'est pas concurrente » et des Tories. Pour certains d'entre eux « l'idée même d'une PESC demeure iconoclaste ». Pour « une partie des conservateurs », c'est même l'ensemble des « réformes en politique étrangère prévues par le Traité de Lisbonne (qui) sont inacceptables ».

En revanche, les think tanks – dont on connaît l'importance outre-manche – sont « en général favorables à un développement de la PESC, afin de moderniser les marchés de défense et les armées européennes. » Un essor qui « permettrait aussi d'exporter le savoir-faire britannique tant technique et opérationnel qu'une vision particulière de la PESC aux autres pays membres ». Ils militent notamment en faveur d'un « noyau dur » et d'une « PESC à plusieurs vitesses qui s'appuierait sur des partenariats avec des acteurs considérés sérieux en matière de défense ».

*NB : C'est un peu à quoi on assiste aujourd'hui ... même si le noyau dur aujourd'hui patine un peu, et ressemble un peu à un moteur de solex sur une grosse carcasse de tank T72.*

• André Dumoulin & Philippe Manigart, (dir.), *Opinions publiques et politique européenne de sécurité et de défense commune: acteurs, positions, évolutions* (Ed. Bruylant, 2010).

## Guerre d'Algérie. Harkis, la déchirure

[Laurent Dandrieu](#), le jeudi, 15/09/2011 dans [Société](#)

**Un remarquable documentaire retrace la tragédie des harkis, victimes expiatoires de leur fidélité à la France.**

Le Prix Nobel d'économie Maurice Allais voyait dans l'histoire des harkis « l'histoire d'un crime, d'un véritable génocide commis au nom de la France » et décrit leur abandon par les autorités françaises aux couteaux des bouchers du FLN comme l'« une des plus grandes ignominies, l'une des plus grandes hontes de toute l'histoire de France ». Double tragédie puisque, à l'horreur des massacres qui firent 60 000 à 80 000 victimes parmi eux après les accords d'Évian,



s'ajoute le déni de mémoire, les harkis restant les grands oubliés de l'histoire de France contemporaine et les accusations de trahison, qui fleurissent toujours dans les discours des autorités algériennes, restant souvent sans réponse de ce côté-ci de la Méditerranée.

Est-ce un symbole de cette difficulté de la France à regarder cette histoire en face si c'est à une journaliste roumaine, Marcela Feraru, que nous devons l'excellent documentaire *Harkis, l'histoire d'un abandon*, coproduit par l'Ecpad, la chaîne Histoire et Secours de France ?

Alternant remarquables images d'archives et témoignages poignants, ce récit, dont le commentaire est dit par Jean Piat, constitue une véritable remise à l'endroit de l'histoire de cette population trahie puis oubliée.

La première vérité oubliée que met en lumière Marcela Feraru est que, bien plus qu'une guerre de libération, ce fut d'abord une guerre civile : le premier combat du FLN étant moins de lutter contre l'armée française que de tenter de retourner les populations algériennes, massivement favorables à la présence française ou à une évolution négociée. Dans ce combat, la principale arme fut la terreur : alors qu'aujourd'hui on fait tout pour installer dans les esprits l'équation guerre d'Algérie =

tortures de l'armée française, ce documentaire rappelle opportunément que la torture, le chantage, les mutilations furent les instruments quotidiens du FLN pour faire basculer la population dans son camp.

Des images des victimes de cette guerre civile, assez furtives pour ne pas s'avérer insupportables mais assez fortes pour marquer les esprits, témoignent de la barbarie de ces méthodes.

Face à cette politique d'intimidation, l'armée française répondit par la répression, bien sûr (c'est notamment la fameuse bataille d'Alger), mais aussi par une politique de "reconquête des coeurs" qui fut notamment l'oeuvre des SAS, les sections administratives spécialisées : l'armée se fait éducatrice, ouvre des écoles, des dispensaires médicaux, aide au développement rural. Le succès de cette politique est réel : les effectifs des harkis ne cessent de croître, de loin supérieurs à ceux qui se battent sous le drapeau de l'ALN. À la fin de 1960, les supplétifs musulmans de l'armée française seront 210 000.

Jusqu'au bout, les harkis croiront à la promesse de la France de les protéger. À tort, tant le pouvoir gaulliste, avide de passer cette guerre par pertes et profits, voulut ignorer les conséquences tragiques sur les harkis comme sur les pieds-noirs de cette victoire livrée sur un plateau à un FLN pourtant défait militairement. Il faudra de courageuses initiatives de soldats français, désobéissant aux ordres en assurant clandestinement l'exil en métropole de leurs frères d'armes et de leurs familles, pour sauver, en même temps que des milliers de vie, un peu de l'honneur français.

**Harkis, l'histoire d'un abandon**, 14,90 €. Disponible dès le 22 septembre sur [www.boutique.ecpad.fr](http://www.boutique.ecpad.fr)

## **Brest. Il guide des familles de soldats américains morts à la Libération**

Le Télégramme, 15 septembre 2011 à 17h59 -



**Brest. Il guide des familles de soldats américains morts à la Libération.**

En septembre 1944, les Américains libéraient Brest. (Photo DR)

**Ronan Urvoaz a constitué un impressionnant fichier sur les soldats américains morts à Brest lors de la bataille pour la libération de la ville. Des familles américaines le contactent**

**pour lui donner des informations. Parfois, il les emmène à l'endroit précis où est mort leur oncle, leur père, leur grand-père...**

"Cela se termine toujours par des pleurs". Lorsque Ronan Urvoaz a commencé, il y a dix ans, à chercher des informations sur les soldats américains morts à la Libération de Brest, c'était un travail froid, méticuleux, un monde de cartes, de noms, de chiffres. Le prolongement d'une passion d'enfance pour les véhicules et uniformes militaires accommodée du goût pour l'investigation qu'il employait dans son métier de policier. "Aujourd'hui, je recherche davantage l'aspect humain".

### **Dans la bataille comme au ralenti**

"Des vétérans m'ont expliqué que, pendant la bataille, tout se passe comme au ralenti, comme s'ils étaient ailleurs tout en continuant à fonctionner. Un d'eux m'a raconté que son meilleur ami s'est fait tuer juste à côté de lui. Il a d'abord ressenti de la joie de n'avoir pas été tué lui-même avant d'avoir honte de cette pensée, puis d'en souffrir".

Ronan Urvoaz, Brestois âgé de 43 ans qui vit au Luxembourg après l'Ecosse et les Pays-Bas, revient chaque année pour les commémorations. Il y représente les familles américaines. "J'ai été en contact avec une centaine d'entre elles", explique-t-il. Sa base de données, énorme, est connue outre-Atlantique chez les descendants, vétérans, historiens et militaires.

<http://videos.letelegramme.com/player.php?sig=iLyROoaf2FPy&overlay=1&rub=0>

<http://videos.letelegramme.com/player.php?sig=iLyROoaf2FPi&overlay=1&rub=0>

### **Il emmène les familles à l'endroit exact du décès**

"Il y a deux ans, le fils d'un soldat américain originaire d'Italie est venu, avec ses proches. Ils avaient de 20 à 73 ans. J'ai retrouvé, par divers recoupements confirmés par des habitants, l'endroit où ce soldat a été tué. Pas sur le lieu d'une bataille, comme on pouvait le penser mais près d'une ferme", à quelques centaines de mètres. Sur place, les larmes de la famille ont coulé. "Au détecteur de métal, on a retrouvé des douilles allemandes".

Demain vendredi, Ronan reçoit un couple du Dakota du Sud. "Robert et Kim Jones sont en famille avec le sergent Joseph R. de Mint". Et il montre la fiche détaillée de cet homme, parmi 3.000 autres fiches. On y voit la photo, on y lit le nom, le prénom, la date de naissance, le grade, la date d'engagement, le matricule, le régiment, la division, la date du décès, le lieu, parfois la taille, le poids ou la religion de la personne.

### **"Une révolution !"**

"J'ai travaillé cinq ans à Europol. Depuis deux ans, j'utilise un nouveau logiciel très pointu, ainsi que mon expertise dans l'exploitation de fichiers. Une révolution ! Cela me permet d'avancer aussi vite que des centaines d'historiens. Le logiciel sort des données précises et pertinentes. J'ai aussi des documents de l'armée américaine, comme des rapports de batailles. Ensuite, sur le terrain, je comprends mieux les choses".

Ronan [met en ligne des vidéos de l'armée US à Brest](#). Et garde ses fichiers pour les enfants de soldats qui veulent savoir ce qu'il s'est vraiment passé, avant de disparaître à leur tour.

- David Cormier

# Les sous-marins grecs : 3 milliards d'€ évaporés... pas pour tout le monde

Publié le 8 septembre 2011 par [Nicolas Gros-Verheyde](#)

(BRUXELLES<sup>2</sup>) Parmi les gaspillages de l'argent grec, il y a celui de la folle course aux armements engagée entre la Grèce et la Turquie dans un « conflit gelé » qui n'est toujours pas résolu. Un conflit qui paraît bien abscons aujourd'hui alors que les deux pays sont membres de la même alliance militaire. Mais apparemment ce gaspillage n'émeut pas grand monde, et en particulier les Allemands pourtant si à cheval sur l'usage des fonds publics et peu avares de donner des leçons aux Grecs. L'Allemagne n'a pas peu contribué ainsi à creuser le déficit. Le seul coût d'acquisition de six sous-marins type 214 par la marine grecque, commande passée à l'industrie allemande, a coûté 3 milliards d'euros au budget grec. « *3 milliards € au fond de la mer* », dénonce Christos Kirtsos l'éditeur du quotidien grec gratuit Citypress dans un de ses derniers billets ([lire ici](#), en grec).

## Une Allemagne bénéficiaire de l'argent grec

Estimant la commande urgente, le gouvernement de l'époque (Kostas Simitis comme Premier ministre et Aposotolos Tsohadzopoulos comme ministre de la défense) a, en effet, payé à l'avance 75% du coût global. « *Ainsi, l'Etat grec a payé, il y a dix ans 1,5 milliards d'€, alors qu'on n'a toujours pas réceptionné les sous-marins allemands* » explique Kirtsos. La commande devait être assurée par les chantiers grecs Scaramanga et les chantiers allemands TKMS. « *En réalité, les deux tiers du chiffre d'affaires créé par l'acquisition de ces sous-marins ont été récupérés par les chantiers navals allemands* » explique-t-il.

## Le cercle vicieux

Mieux les Allemands jouent des deux cotés puisqu'ils n'ont pas hésité à vendre à la Turquie six sous-marins allemands du même type (214), qui doivent être livrés d'ici à 2015. Et l'éditorialiste de conclure « *Un cercle vicieux est ainsi conservé, une course aux armements absolument dénuée de sens, notamment en ce qui concerne la Grèce. L'Etat grec profondément endetté a assumé des charges énormes, au profit de l'industrie de guerre allemande, sans même avoir obtenu la compréhension politique de Berlin sur des questions qui l'intéressent beaucoup.* »

## (\* ) Un sous marin qui plonge de travers

La marine grecque a commandé 4 sous-marins (ferme) dans les années 2000. Le premier sous-marin, le *Papanikolis*, fabriqué dans les chantiers navals allemands, s'est révélé impropre à l'usage et a été refusé par la commission d'agrément grecque. Une série de problèmes avait été identifiée (vibration du périscope, fuites d'eau de mer dans le système hydraulique, etc.) qui ont pu être résolus au bout de quelques années. Mais le plus grave consistait en des problèmes de roulis

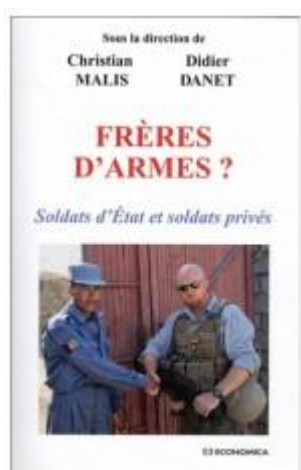


et stabilité par mauvais temps (le gîte peut atteindre 46° lors d'essais). Les autres sous-marins fabriqués dans les ateliers grecs doivent encore être agréés. Non payé, TKMS a préféré suspendre le contrat en mars 2009 mais finalement un accord amiable a été trouvé en 2010 entre l'industriel allemand et le gouvernement grec consistant. Le sous-marin qui plonge « de travers » est à vendre. Les trois suivants devraient être incorporés dans la marine grecque à partir de 2012. Et deux autres nouveaux sous-marins ont été commandés (au lieu d'une remise à niveau d'anciens modèles).

Lire également :

- [La crise a du bon : est-ce la fin de la guerre froide Grèce-Turquie ?](#)

## "Frères d'armes? Soldats d'Etat et soldats privés"



La compréhension du phénomène des SMP évolue enfin et s'extirpe des clichés réducteurs véhiculés par certains universitaires, chercheurs et penseurs militaires. Le livre collectif que leur consacre les éditions Economica est un bon indicateur de ce glissement.

Le titre de cet ouvrage, même s'il conserve la forme interrogative: "Frères d'armes?" et même si le sous-titre maintient la confusion en choisissant de parler de "soldats d'Etat et soldats privés", postule l'existence d'une fraternité entre les militaires membres des armées nationales et les employés des entreprises qui fournissent des services de nature sécuritaire et militaire. Fraternité: le mot n'est pas vain, parce que, d'une part, ces hommes (et ces quelques femmes) sont issus du même moule militaire, et que, d'autre part, ils travaillent pour les mêmes donneurs d'ordre.

Cet ouvrage est le fruit d'un colloque de 2010 portant sur les SMP, sujet "quasiment vierge d'études officielles" (selon l'auteur de l'avant-propos, auteur qui oublie les multiples rapports très officiels déjà publiés sur le sujet). Certains contributions ont déjà été prises de vitesse par l'évolution de l'environnement militaire, sécuritaire, et économique et par celle des pratiques (je pense au texte sur la piraterie maritime); d'autres ne sont que des relectures/synthèses de textes déjà publiés et dont le sujet a déjà été réactualisé par les observateurs du milieu (la contribution sur le domaine aérien néglige la surveillance aéroportée et le renseignement). En

revanche, on lira avec attention la contribution de Guy Seidman sur les SMP israéliennes et le texte de Didier Danet sur la question (encore et toujours!!!) de la régulation.

*Frères d'armes? Soldats d'Etat et soldats privés?*, sous la direction de Christian Malis et Didier Danet, Economica, 185 pages, 19 €.

## Laure Manaudou (et quelques autres) en stage d'aguerrissement chez les commandos marine



### Lu dans Ouest-France

On sait que la nageuse Laure Manaudou a repris le chemin des bassins et de l'équipe de France. On connaissait moins ses qualités de commando. Elle a commencé, lundi, un « stage d'aguerrissement et de cohésion » sur la base des fusiliers marins et commandos à Lorient (photo Marine nationale). Elle est accompagnée d'autres athlètes tels que Camille Lacourt, Frédéric Bousquet ou Fabien Gilot. Une façon efficace de lancer la préparation pour les Jeux olympiques de Londres en 2012 avec combativité et endurance.

- **L'article paru dans nos éditions du Morbihan:**
- **Depuis lundi et jusqu'à vendredi les nageurs marseillais sont en stage d'aguerrissement. Repos ensuite à la thalasso de Quiberon.**
- **Laure Manaudou est sans doute la plus connue de l'équipe. La très médiatique nageuse qui a récemment intégré l'équipe olympique marseillaise est arrivée lundi sur la base des fusiliers marins et commandos de Lorient.**

- Elle est accompagnée de Camille Lacourt, Frédéric Bousquet, son compagnon, Fabien Gillot, pour les plus connus. Tous membres de l'équipe de France de natation et solides chances de médailles lors des prochains Jeux Olympiques de Londres en 2012.
- Une quinzaine d'autres membres du cercle des nageurs de Marseille les accompagnent, emmenés notamment par leur entraîneur Romain Barnier. « **C'est un stage d'aguerrissement et de cohésion** » indique la Marine nationale sur son site internet.
- À Quiberon ensuite
- Les commandos lorientais sont fréquemment sollicités pour accueillir des sportifs de haut niveau dans leurs structures sur la rive gauche du Scorff. Voilà quelques mois, c'était l'équipe de France de ski, au complet, qui est venue dans le Morbihan.
- Dès hier, les entraînements ont démarré : franchissement de mur, descente en rappel à la corde. Une des jeunes nageuses a d'ailleurs été légèrement blessée dans cet exercice, en se brûlant les mains au cordage. Dans une piscine, il est vrai que ça chauffe un peu moins...
- Il leur a fallu également plonger dans les eaux sombres et assez profondes d'une cuve. Ce qui peut être une épreuve inédite, même pour des nageurs de la trempe de ceux qui composent l'équipe marseillaise.
- Autant d'exercices où l'organisme est mis à rude d'épreuve d'autant qu'il leur est demandé de les refaire plusieurs fois, y compris de nuit. « **La dernière fois où j'ai vu des bérets verts, c'était un reportage à la télévision**, explique Greg Mallet, l'un des nageurs, sur le site internet de la Marine nationale. **Je me suis dit que ça serait une bonne expérience de vie d'être mis dans ce contexte...** »
- Objectif de ce stage : « **Cultiver les valeurs de combativité et d'endurance.** » Des qualités dont ils auront besoin, en vue des JO auxquels la plupart se préparent.
- Après ce stage intense avec les commandos lorientais, le séjour morbihannais de l'équipe s'achèvera ce week-end, à la thalassothérapie de Quiberon. Un peu de spa et de réconfort après l'effort.

## La Marine nationale aux Journées du Patrimoine 2011

- Mise à jour : 15/09/2011 14:07
- **Les 17 et 18 septembre 2011, la Marine nationale ouvre son patrimoine pour les XXVIII Journées européennes du Patrimoine sur le thème du « voyage du patrimoine ». De nombreux sites sont ouverts au public, sur les trois façades maritimes et en région parisienne.**
- **Zone Atlantique**
- Les sémaphores, la base aéronautique navale de Landivisiau, le musée des fusiliers-marins et commandos marine à Lorient ainsi que l'hôpital d'instruction des armées de Brest.  
[Télécharger le programme.](#)
- **Zone Manche-Mer du Nord**
- Les sémaphores, la résidence du préfet maritime, le fort de Querqueville....  
[Télécharger le programme.](#)
- **Zone Méditerranée**

- Les sémaphores, la base navale de Toulon, le CIN de Saint Mandrier, des bâtiments en escale, des forts...  
[Télécharger le programme.](#)
- **À Paris**
- La Marine ouvre les salons de l'Hôtel de la Marine à l'état-major de la Marine, place de la Concorde. Le musée national de la Marine est également ouvert les deux jours.  
[Télécharger le programme.](#)



- Sources : © Marine nationale

## L'armée de l'air ouvre ses pistes pour les journées du patrimoine

Mise à jour : 14/09/2011 17:09

Les 28e journées du patrimoine auront lieu samedi 17 et dimanche 18 septembre 2011. Cette année, le thème retenu est le «voyage du patrimoine». À cette occasion, l'armée de l'air ouvrira exceptionnellement certaines de ses bases aériennes au grand public.

À l'occasion de ce week-end commémoratif, chaque base organisera des manifestations différentes reprenant, une période historique s'étalant de 1870 à nos jours. Voici un résumé des manifestations qui se tiendront sur les bases aériennes participant à ces journées :

- Sur la base aérienne 701 de Salon-de-Provence, la découverte comprendra la visite de la salle des marbres et de l'amphithéâtre Marin La Meslée. De plus, deux expositions sur l'histoire de l'armée de l'air et l'école des officiers seront agrémentées d'un diaporama et d'un film de présentation. Un historien du centre de recherche de l'armée de l'air sera présent en permanence pour répondre aux questions des visiteurs. Les visites auront lieu de 10h à 18h par groupes de 150 personnes.
- Sur la base aérienne 115 d'Orange, la visite comprendra la projection d'un film historique. Le musée de la base sera accessible au public de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30.
- Sur la base aérienne 279 de Châteaudun, les visiteurs pourront découvrir pas moins de 27 aéronefs. Un T33, un Vautour, un Jaguar, un Mirage III, un Mirage F1 ou encore un Rafale



seront exposés. Un hélicoptère Alouette III sera également présenté. L'aéroclub, situé sur la base aérienne, sera également ouvert au public. Enfin, le conservatoire de la base ouvrira ses portes au public. Les horaires d'ouverture seront de 9h à 16h45.

- Sur la base aérienne 120 de Cazaux Au cours de la visite, un film historique sera projeté. Le musée de la base sera accessible pour trois visites guidées. Elles auront lieu de 10h à 13h, de 13h30 à 15h et de 15h30 à 17h. Pour le déjeuner, le mess mixte sera ouvert au public. 50 personnes maximum seront acceptées pour chacune des trois visites.
- Sur la base aérienne 106 de Bordeaux, des visites guidées d'une durée de 1h30, sur le thème de l'histoire, de la construction, et de l'aménagement de la base aérienne, seront organisées. Monsieur Olivier Buisan, réserviste citoyen de la base et actuellement chargé de maîtrise d'ouvrage au centre des monuments nationaux, illustrera son parcours avec des photos d'époque. Il apportera un regard original d'expert en architecture sur l'enceinte et les bâtiments militaires. Dans la limite des places disponibles, l'inscription est obligatoire avant le 16 septembre. Toutes les précisions sont sur le site de la base aérienne 106. En parallèle, comme chaque année, le conservatoire de l'air et de l'espace d'Aquitaine ouvrira ses portes au grand public pour présenter sa collection d'anciens aéronefs. Plus d'informations sur le site du CAEA.
- Sur la base aérienne 278 d'Ambérieu-en-Bugey, une exposition statique, rassemblant plusieurs objets de la salle traditions, sera organisée dans un hangar de la base. Des maquettes de T6 et de Mirage seront présentées. À découvrir également une exposition des peintres de l'Air. Enfin, l'aéroclub civil de la ville organisera, tout au long du week-end, des baptêmes de l'air.
- La base aérienne 113 de Saint-Dizier organisera, quant à elle, au sein de la maison du combattant, situé face à l'entrée de la base, un voyage au travers des insignes militaires. Tout au long du week-end, une collection privée d'insignes sera mise à disposition par un particulier. Des échanges seront possibles. Animée par les membres bénévoles du souvenir français, la maison du combattant retracera l'histoire des conflits qui ont eu lieu à Saint-Dizier. Au fil des salles, le visiteur pourra découvrir des objets des différents corps d'armées, l'histoire du village d'Hoëricourt, ainsi que des drapeaux de la Libération et de la Seconde Guerre mondiale. L'entrée sera gratuite de 10h à 12h et de 14h à 18h.
- Sur la base aérienne 901 de Drachenbronn, une visite du musée Pierre Joste sera proposée pour découvrir la période 1939-1945. Les visiteurs pourront rencontrer le groupe de collectionneurs d'Alsace, passionnés par la période de la Seconde Guerre mondiale. Une quinzaine de membres présenteront les habits de l'époque à travers un campement spécialement monté sur place. La deuxième escadre de chasse de la base présentera, quant à elle, l'avion de chasse Jaguar. Une cabine de l'avion sera accessible et un vidéo projecteur présentera les missions de l'aéronef. Un personnel de la base, appartenant à l'association « Ailes historiques du Rhin », présentera le patrimoine aéronautique de l'Alsace. Enfin, deux unités de la base seront mobilisées pour l'occasion, à savoir l'escadron de protection qui présentera ses matériels et le centre de détection et de contrôle présenté par les contrôleurs opérant sur le site. Les horaires d'ouverture sont de 9h30 à 17h.
- Sur la base aérienne 709 de Cognac, la visite, d'une durée d'environ une heure, sera commentée par un personnel de la base. Un Epsilon sera également accessible au public avec la possibilité de monter dans le cockpit pour se faire expliquer son pilotage par un pilote de la base. Le musée sera ouvert de 10h à 12h et de 14h à 18h
- Sur la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan, le public sera divisé par groupes de 40 personnes. La visite comprend la découverte du musée de la base et une exposition de photographies aéronautiques. Un tour de la base sera ensuite organisé. Les visiteurs pourront avoir des explications sur les aéronefs stationnés sur le site. Trois anciens avions seront présentés en exposition statique. Enfin, deux peintres exposeront leurs oeuvres aéronautiques. Les horaires de départ des visites sont les suivants : 9h, 9h50, 13h30, 14h20, 15h20.

Bonnes journées du patrimoine à tous et à toutes !

[Plus d'informations sur les ouvertures des autres sites du Ministère de la Défense](#)

[Voir le site dédié aux journées du patrimoine](#)